

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**-o-o-O-o-o-**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**-o-o-O-o-o-**

**DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE**



**RAPPORT  
D'ACTIVITES  
2004**

*Mars 2005*

# S O M M A I R E

		<i>PAGES</i>
<b>1</b>	<b><i>ADMINISTRATION</i></b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b><i>MISSIONS</i></b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b><i>DIRECTION</i></b>	<b>8</b>
<b>4</b>	<b><i>SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER</i></b>	<b>9</b>
<b>5</b>	<b><i>INSPECTION DES SERVICES</i></b>	<b>19</b>
<b>6</b>	<b><i>SERVICES DE LA DOCUMENTATIONS, DES PUBLICATIONS ET DE LA DIFFUSION</i></b>	<b>23</b>
<b>7</b>	<b><i>SERVICE DE GESTION DE LA LIVE DATA BASE</i></b>	<b>25</b>
<b>8</b>	<b><i>DIVISIONS DES ENQUETES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES</i></b>	<b>29</b>
<b>9</b>	<b><i>DIVISION DES STATISTIQUES ECONOMIQUES ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE</i></b>	<b>35</b>
<b>10</b>	<b><i>DIVISION DES ETUDES ET DES PROJECTIONS MACRO-ECONOMIQUES</i></b>	<b>44</b>
<b>11</b>	<b><i>LES SERVICES REGIONAUX</i></b>	<b>49</b>
<b>12</b>	<b><i>ANNEXES</i></b>	<b>95</b>

# **ADMINISTRATION DE LA DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE**

<b><i>DIRECTION</i></b>	<b><i>Sogué DIARISSO</i></b>
<b><i>Services rattachés</i></b>	
<b>Inspection des Services</b>	<b><i>Mamadou NDAO</i></b>
<b>Service Administratif et financier</b>	<b><i>Moumar MBENGUE</i></b>
<b>Service de la Documentation, des Publications et de la Diffusion</b>	<b><i>Mlle Marie Sophie SENGHOR</i></b>
<b>Service de Gestion de la Live Data Base</b>	<b><i>Mory DIOUSS</i></b>
<b><i>SERVICES CENTRAUX</i></b>	
<b>Division des Etudes et des Projections Macro-économiques</b>	<b><i>Mamadou NDIONE</i></b>
<b>Division des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale</b>	<b><i>Babakar FALL</i></b>
<b>Division des Enquêtes Démographiques et Sociale</b>	<b><i>Aliou GAYE</i></b>

# ***MISSIONS DE LA DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE***

La Direction de la Prévision et de la Statistique est chargée :

- De la collecte, de la centralisation, de l'établissement et de la diffusion des statistiques nécessaires à l'élaboration de la politique économique et sociale et à l'appréciation des résultats de cette politique ;
- De la coordination technique de l'appareil statistique national ;
- Des études et recherches sectorielles, macro-économiques et socio-démographiques utiles à la conduite de la politique économique, financière et sociale ;
- De la coordination des travaux conduisant aux choix de politique économique et financière à court terme, en relation avec d'autres services de l'administration ;
- De la préparation et du suivi des programmes économiques et financiers de court terme, en relation avec d'autres services du Ministère de l'Economie et des Finances, d'autres ministères et organisations sous-régionales ;
- De la préparation de la note d'orientation du budget et du rapport économique et financier annexé à la loi de finances.

La Direction de la Prévision et de la Statistique comprend :

- 1. des services rattachés;**
- 2. des services centraux composés de :**
  - 1. La Division des Etudes et des Projections Macro-économiques ;**
  - 2. La Division des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale;**
  - 3. La Division des Enquêtes Démographiques et Sociales ;**
  - 4. La Division des Systèmes d'Information.**

## ***Les Services rattachés***

Les services rattachés comprennent :

- L'Inspection des Services ;
- Le Service Administratif et Financier ;
- Le Service de la Documentation, des Publications et de la Diffusion ;
- Le Service de gestion de la Live Data Base ;
- Les Services régionaux de la statistique.

**L'Inspection des Services** est chargée d'assister le Directeur de la Prévision et de la Statistique dans sa tâche de contrôle des Services. Elle assiste également le Directeur dans ses tâches de supervision des Services Régionaux de la Statistique.

Elle est composée d'Inspecteurs exécutant les ordres de mission définis par le Directeur. Leurs rapports sont transmis au Directeur et pour information, au coordonnateur de l'Inspection et au responsable du service concerné.

**Le Service Administratif et Financier (SAF)** est chargé de la préparation et de l'exécution des budgets de fonctionnement et d'investissement, de la tenue des comptes et des livres de comptabilité matières, de la gestion du budget et des matériels et fournitures des projets.

Le SAF comprend :

- Le bureau du personnel;
- Le bureau de gestion des projets ;
- Le bureau de la logistique et du matériel;
- Le bureau du courrier.

**Le Service de la Documentation, des Publications et de la Diffusion**

a pour tâches principales l'enregistrement et le classement des ouvrages et publications, la tenue de la salle de lecture (consultation et prêts de documents), l'impression des travaux de la Direction, la diffusion des publications de la Direction, la gestion des archives de la Direction.

Il comprend :

- Le bureau de la documentation et des archives ;
- Le bureau de l'impression et de la reprographie;
- Le bureau de la diffusion et des ventes.

**Le Service de gestion de la Live Data Base** a pour mission de centraliser

l'ensemble des Indicateurs Macroéconomiques et Démographiques de la Direction de la Prévision et de la Statistique.

**Les Services Régionaux de la Statistique** ont pour missions de collecter et

de traiter les données nécessaires pour établir les statistiques sur la situation économique et sociale, de contribuer par des travaux statistiques et des études spécifiques à la connaissance des données économiques, démographiques et sociales de la région, de diffuser des statistiques et études nationales et régionales dans leur région.

## ***Les services centraux***

### **I . LA DIVISION DES ETUDES ET DES PROJECTIONS MACRO-ECONOMIQUES**

La Division des Etudes et des Projections Macro-économiques est chargée de la conception et de la réalisation des travaux à finalité macro-économique relatifs à l'évolution à court terme. Elle conçoit, réalise et exploite des enquêtes nationales de conjoncture auprès des entreprises.

Elle comprend :

- Le Bureau de la Conjoncture ;
- Le Bureau des Projections Macro-économiques ;
- Le Bureau des Etudes et des Programmes.

### **II . LA DIVISION DES STATISTIQUES ECONOMIQUES ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE**

La Division des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale est chargée de l'élaboration des comptes de la nation, de la gestion des répertoires d'entreprises et d'établissements, de la gestion de bases de données d'entreprises, du suivi de la production des entreprises, de l'élaboration des statistiques des prix et de la coordination des statistiques sur le système productif.

Elle gère le centre unique de collecte de l'information (CUCI) et le centre national d'identification (CNI). Elle établit les statistiques du commerce extérieur et participe à l'élaboration de la balance des paiements.

Elle comprend :

- Le Bureau des Entreprises et de la Production Industrielle ;
- Le Bureau des Prix ;

- Le Bureau des Echanges Extérieurs ;
- Le Bureau de la Comptabilité Nationale.

### **III . LA DIVISION DES ENQUETES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES**

La Division des Enquêtes Démographiques et Sociales est chargée de la conception, de l'exécution et de l'analyse des enquêtes et recensements démographiques et socio-économiques auprès des ménages.

Elle comprend :

- Le Bureau de Suivi des Conditions de Vie des Ménages ;
- Le Bureau des Recensements et Enquêtes Démographiques;
- Le Bureau des Etudes et Statistiques Sociales;
- Le Bureau du Traitement de l'Information.

## ***DIRECTION***

Outre la coordination des activités des différentes structures de la Direction, qui sont présentées infra, Le Directeur a assuré plusieurs autres activités au cours de l'année 2003, notamment :

- ☞ Présidence du Comité National de Politique Economique (CNPE) institué dans le cadre de l'UEMOA ;
- ☞ Suivi des missions du F.M.I au Sénégal notamment au titre du programme économique et financier et de l'observation des normes et codes ;
- ☞ Préparation et coordination des travaux d'élaboration du Document Cadre au titre de la facilité d'ajustement renforcé pour la pauvreté ;
- ☞ Présidence du groupe de travail macro-économique pour l'harmonisation des comptes du secteur réel, de la balance des paiements, du TOFE et de la situation monétaire – F.M.I ;

# **SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

## **I – Introduction**

Le Service Administratif et Financier (SAF) de la Direction de la Prévision et de la Statistique est chargé de :

- la préparation des budgets de Fonctionnement et d'Investissement ;
- la tenue des comptes et des livres de comptabilité ;
- la gestion du budget, du matériel et des fournitures ;
- la gestion du personnel, de la formation et du courrier ;

Le SAF compte douze agents répartis entre trois sections (Section Personnel, Section Logistique et Matériel et Section des projets) et d'un secrétariat commun. Il s'agit de :

2 Ingénieurs des Travaux de la Statistique  
 2 Agents Techniques de la Statistique  
 1 Secrétaire  
 1 Agent d'Administration  
 2 Agents de Service  
 3 Chauffeurs  
 1 gardien

## **II – Ressources humaines**

La Direction de la Prévision et de la Statistique compte, au 31 Décembre 2004, cent trente cinq (135) agents dont quatre (4) sont en disponibilité (1 Ingénieur Statisticien Economiste, 1 Ingénieur Statisticien Démographe et 2 Ingénieurs des Travaux de la Statistique) ; quatre (4) agents en suspension d'engagement (2 Ingénieurs Statisticiens Economistes, 1 Analyste programmeur et 1 chauffeur) et enfin deux (2) agents en détachement (2 Ingénieurs des Travaux de la Statistique).

En dehors du personnel permanent, le SAF a eu à gérer, pendant l'année 2004, des emplois temporaires créés dans le cadre du budget d'Investissement (chapitre 3.480.12.00.11 Article 61) pour appui dans l'exécution des projets de développement et de renforcement des capacités statistiques (APPUI DPS, CUCI, CONJONCTURE, RGPH III, COMMERCE EXTERIEUR et Enquête 123).

L'ensemble du personnel (temporaire et permanent) toute catégorie confondue, a su mener avec diligence toutes les activités notamment la codification et la saisie des données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH III).

## **III – Moyens matériels**

### **III – 1 – Matériel Roulant**

Le parc automobile de la DPS est composé de 46 véhicules (cf tableaux ci-dessous). Ces véhicules sont acquis dans le cadre des projets suivants : ESAM I, RGPH/88, EMUS, RGPH III, ESAM II et le PLCP (Programme de Lutte Contre la Pauvreté).

L'Etat a aussi acheté vingt (20) cyclomoteurs (2 par régions) et cent (100) bicyclettes pour les besoins du 3ème RGPH. Trois autres cyclomoteurs ont été achetées par l'état toujours en 1999 pour les besoins de calcul de prix moyens dans trois capitales régionales (Kaolack, Tambacounda et Saint-Louis).

En 2002, la DPS a acquis cinq (05) motos 125 neufs dans le cadre du Programme de Lutte Contre la Pauvreté.

### **III – 2 – Machines à écrire**

Il y a trois (03) machines à écrire à la DPS. Elles sont toutes fonctionnelles.

### **III – 3 – Le matériel d'imprimerie**

La DPS compte actuellement six (06) photocopieurs, mais seuls trois (03) sont fonctionnels dont une de grande capacité.

Elle s'est aussi enrichie de deux nouveaux dans le cadre du projet PARI II phasel.

### **III – 4 – Le Parc informatique**

En 2003, la DPS a vu son parc s'enrichir de 65 micros GATEWAY 500 S PC P4 neufs et de cinq micros portables. Ils sont achetés par l'USAID pour les besoins de l'exploitation du 3ème Recensement Général de la population et de l'habitat.

### **III – 5 – Le matériel de bureau**

La DPS connaît toujours un déficit en mobilier de bureau. Cela s'explique par une série de nouvelles affectations, le retour des agents qui étaient mis en position de stage ou de disponibilité. Il faut aussi noter la vétusté d'un nombre important dudit mobilier.

Une autre demande a été adressée à la DMTA en Septembre 2004. Nous attendons toujours sa réaction malgré nos multiples relances.

### III – 6 – Le matériel de froid

La DPS a reçu huit (08) nouveaux Splits acquis dans le cadre de PARI II et de l'exploitation des données du RGPH III (BCI 2004). Il y a 66 climatiseurs au total dont 8 en mauvais état.

## IV – Les Moyens financiers

La DPS a bénéficié, en 2004, de deux catégories de moyens financiers (les moyens financiers étatiques et les moyens financiers non étatiques ).

### IV – 1 – Les moyens financiers étatiques

Les moyens financiers étatiques sont de deux types de crédits :

- Les Crédits de Fonctionnement ;
- Les Crédits d'Investissement.

#### a) IV – 1 – 1 – Crédits de Fonctionnement

Les crédits de Fonctionnement comprennent plusieurs rubriques dont entre autres, le matériel, entretien et réparation, carburant etc. Malgré les difficultés liées à la lourdeur du circuit administratif et financier ( COF ) sans compter les contraintes internes comme externes de tout ordre, la DPS a pu obtenir un taux de réalisation des dépenses acceptable. Il se situe près du double de celui de l'année 2002, de l'ordre de 69,31%.

#### BUDGET DE FONCTIONNEMENT

	ANNEE 2002	ANNEE 2003	ANNEE 2004
CREDITS ALLOUES	70.394.812	80.076.000	80.076.000
CREDITS DEPENSES	25.850.616	43.900.928	55.496.906
TAUX DE REALISATION %	36,72	54,82	69,31

Concernant les rubriques Entretien et réparation de véhicules et Autres entretien et maintenance, les montants respectifs de 3 347 507 francs cfa et 182 688 francs CFA sont en instance de liquidation.

Le premier montant était engagé pour la réparation du véhicule AD 7346 non encore exécutée par la société faute de pièces de rechange toujours en commande et du véhicule AD 4980 en instance de livraison. Après avoir réalisé des installations dans les locaux du Service Régional de la Prévision et de la Statistique de Dakar pour les besoins de l'exploitation des données du RGPH III, la SENELEC n'a pas encore retournée le titre de créance dûment rempli malgré les nombreuses relances.

### b) IV – 1 – 2 – Crédits d'Investissement

La DPS a bénéficié dans le cadre du Budget d'Investissement 2004, au chapitre 3.48012.00.11 dans ses articles 24, 61 et 62, des crédits d'un montant de deux cent cinquante millions (250.000.000) francs CFA. Il est réparti entre des rubriques relatives aux salaires du personnel d'appui, des frais de fonctionnement, des frais d'équipement et ceux d'activités annexes.

Le compte de dépôt 361.3.004, ouvert dans les livres de la Paierie Générale du Trésor, a été alimenté à quatre fois de suite pour les montants en francs CFA ci-après :

- 1<sup>er</sup> approvisionnement : 47 000 000 ;
- 2<sup>ème</sup> approvisionnement : 27 011 040 ;
- 3<sup>ème</sup> approvisionnement : 18 530 640 ;
- 4<sup>ème</sup> approvisionnement : 11 370 000.

L'ensemble de ces approvisionnements constitue les salaires et les charges sociales des agents recrutés dans les projets de renforcement et d'amélioration des données statistiques (APPUI DPS, CUCI, RGPH III, CONJONCTURE et COMMERCE EXTERIEUR). Les dépenses sont exécutées à 85,6% des crédits destinés aux salaires et charges sociales d'un montant de cent vingt millions (120 000 000) francs cfa.

Dans l'ensemble, les crédits d'investissement alloués à la DPS en 2004 ont connu un taux de réalisation de 84,21%.

#### BUDGET D'INVESTISSEMENT

	ANNEE 2002	ANNEE 2003	ANNEE 2004
CREDITS ALLOUES	<b>200.000.000</b>	<b>183.000.000</b>	<b>250.000.000</b>
CREDITS DEPENSES	<b>80.414.059</b>	<b>150.123.342</b>	<b>192.817.986</b>
TAUX DE REALISATION %	<b>40,2</b>	<b>82,0</b>	<b>84,2</b>

Aussi, dans le cadre du budget d'investissement des crédits, d'un montant de six cent neuf millions sept cent quatre vingt et un mille sept cent cinquante (609.781.750) francs CFA, reportés en raison de la proximité de la fin de l'exercice 2003 sont exécutés à hauteur de 131.102.804 francs cfa en 2004 pour les besoins de l'exploitation des données du RGPH III ; soit 21,5% en valeur relative. Le reliquat des crédits de l'ordre de 477 678 946 francs CFA a fait l'objet de report pour la poursuite des activités d'exploitation en 2005.

Il convient de mentionner que les sociétés pétrolières de la place, à l'exception de Total Elf Sénégal, n'acceptent plus les bons d'engagement.

### IV – 1 – 3 – Caisse intermédiaire de recettes

Créée par arrêté N° 12795/MEF/DGT/TG en 29/09/83, elle est alimentée par les recettes provenant de la vente des documents publiés par la DPS.

	ANNEE 2002	ANNEE 2003	ANNEE 2004
Montant versé au Trésor	<b>3.559.000</b>	<b>2.503.500</b>	<b>2.235.000</b>

Toutes les caisses d'avances relatives aux ressources de l'Etat ont été vérifiées par le Trésor Public avec Procès Verbal de vérification de fin de gestion sanctionnant positivement la gestion 2004 de la DPS.

### **c) IV – 1 – Les moyens financiers non étatiques**

Les projets exécutés au cours de l'année 2004 sont des projets d'enquête et des programmes d'appui à la DPS.

Les Fonds extérieurs ont permis la réalisation de bon nombre de d'enquêtes initiées en collaboration d'institutions internationale et nationale et le renforcement des capacités de la Statistique.

Dans le cadre de l'exécution du projet relatif à l'Enquête et au Développement d'une base de données sur le travail des Enfants au Sénégal (BIT/IPEC), tous les travaux préparatoires (cartographie, mise à jour des districts de recensement, enquête pilote etc...) ont été exécutés. Conformément au protocole, les premiers rapports technique et financier sont envoyés par lettre N°0190/MEF/DPS/SAF du 22/02/2004. Après les dépenses effectuées pour la réalisation des phases préparatoires, le solde s'arrête à la somme de deux millions sept cent quatre vingt cinq mille trois cent vingt sept ( 2.785.327 ) francs cfa au 31/12/2004

#### **IV – 1 – 1 – Projet d'enquête et de base de données sur le travail des enfants au Sénégal**

MONTANT ALLOUE	<b>19.976.600</b>
MONTANT DEPENSE	<b>17.715.587</b>
SOLDE AU 31/01/2003	<b>2.261.013</b>

Aussi, il est à signaler que l'enquête 123 comporte une troisième phase financée par la coopération française suivant la convention n°20020638 du 27/09/2002. Le compte n°177748 000/96 ouvert pour la phase 3 de l'enquête 123 compte aussi le financement de la subvention n°20030248 du 12/06/2003. Le montant alloué a enregistré ce niveau avec un virement de l'ordre de cinq millions cent mille (5.100.000 ) francs cfa à la date du 03/09/2004.

#### **IV – 1 – 2 – Enquête 123 phase 3**

Montant alloué	<b>26.450.000</b>
Montant dépense	<b>17.759.909</b>
Solde au 31/01/2004	<b>8.690.091</b>

#### **IV – 1 – 3 – Enquête SASDE**

Pour l'enquête de couverture en santé de la Stratégie d'Accélération de la Survie et du Développement de l'Enfant ( SASDE ) à Vélingara et Kédougou, l'UNICEF avait octroyé un financement de l'ordre de vingt deux millions six cent quatre dix sept mille sept cent soixante et un ( 22.697.761 ) francs cfa. Les opérations de terrain sont achevées et un premier rapport financier a été envoyé par lettre n°1219/MEF/DPS/SAF du 29/12/2004. Il reste la tenue de l'atelier de d'analyse

faute de ré-alimentation comme convenu. Le solde du compte est débiteur de cent quinze mille cinq cent quatre vingt dix (115.590)francs cfa au 31/01/05.

Montant alloué	<b>22.594.700</b>
Montant dépense	<b>22.587.996</b>
Solde du compte au 31/01/2005	<b>115.590</b>

#### IV – 1 – 4 – Projet SEN 05/02/P10

Dans le cadre du 5<sup>ème</sup> Programme d'Assistance du **L'UNFPA** au Gouvernement du Sénégal, le projet intitulé "Amélioration Gestion Données Socio-Démographiques, Genre, Population et Développement" a reçu trois avances de fonds en 2004 d'un montant total de **soixante cinq millions cent vingt mille six cent vingt sept (65 120 627) F. CFA**. Ce montant et le reliquat de 2003 (**4 027 190 FCFA**), nous a permis, durant l'année, de mener les activités inscrites dans le plan annuel de travail du projet.

Les dépenses totales s'élèvent à cinquante et un millions deux cent quatre mille six cent vingt sept (51 204 627) F. CFA.

Le reliquat est alors de dix sept millions neuf cent quarante trois mille cent quatre vingt dix (17 943 190) francs CFA.

**TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES**

Activity	Account Number	Account Name	Reliquat 2003	Avances reçues	Montant dépensé
<b>GENERAL</b>					
	71620	DSA-Local	278 500		16 973 400
	71305	LclCons-T	0		13 464 540
	73410	MaintTrnsp	3 520		8 448 423
	74210	PrintPubs	1 151 960		1 151 960
	74510	Bank Chgs	10 640		82 804
<b>Total GENERAL</b>			<b>1 444 620</b>	<b>56 619 697</b>	<b>40 121 127</b>
<b>TRAINING</b>					
	71620	DSA-Local	0		-11 200 000
	71635	Trvl-Other	600 000		4 500 000
	73105	Rent	0		0
<b>Total TRAINING</b>			<b>600 000</b>	<b>-7 300 000</b>	<b>-6 700 000</b>
<b>ADPROD</b>					
	74215	PromoDist	1 783 500		1 783 500
	72125	SvcCo-Stud			12 000 000
<b>Total ADPROD</b>			<b>1 783 500</b>	<b>12 000 000</b>	<b>13 783 500</b>
<b>PURCHEQP</b>					
	72815	InfoTchSup	199 070		4 000 000
<b>Total PURCHQP</b>			<b>199 070</b>	<b>3 800 930</b>	<b>4 000 000</b>
<b>TOTAL</b>			<b>4 027 190</b>	<b>65 120 627</b>	<b>51 204 627</b>

#### IV – 1 – 5 – Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM II)

Après les opérations sur le terrain, la Direction de la Prévision et de la Statistique a procédé le 28 octobre 2002 à une ré-allocation du budget restant. Ce budget réalloué d'un montant de deux cent cinquante cinq millions six cent quarante sept mille quatre cent soixante seize (255 647 476) de francs CFA fut approuvé par la Banque Mondiale par avis de non objection en date du 16/11/2002 sous réserve de l'exclusion des lignes des rubriques suivantes :

- Rubrique n°1 Ligne 151 « indemnités du personnel	20 000 000 F
- Rubrique n°1 Ligne 116 « Primes de fin de contrat du personnel d'appui »	1 827 000 F
- Rubrique n°5 Ligne 51 « Primes personnel d'enquête »	44 335 200 F
- Rubrique n°12 Ligne 1202 « Voyages d'études »	50 000 000 F
	-----
Soit un total de francs CFA	116 162 200

Certaines lignes du solde autorisé à être consommé d'un montant de cent trente neuf millions quatre cent quatre vingt cinq mille deux cent soixante seize (139 485 276) de francs CFA furent consommées :

(Ligne 11, 12 et 14 de la rubrique n°1 – Ligne 61 de la rubrique n°6)

D'autres ont connu un début d'exécution : (Rubriques n°7 et n°9)

Tandis que les Lignes 1101 – 1102 Rubrique n°11	:	21 000 000 F
Ligne 1201 Rubrique n°12 :		16 898 276 F
Ligne 1402 Rubrique n°14 :		6 000 000 F

n'ont pas encore connu un début d'exécution.

Toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées, dans le cadre de la convention, crédits n° 3446/ SE, signée entre le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et l'Agence du Fonds de Développement Social (AFDS) le 11 décembre 2001, sont déjà mises à la disposition de l'AFDS. La dernière ré-alimentation du compte ESAM II n° 09520 177605 000 21 d'un montant de quatorze millions deux cent quatre vingt dix sept mille trois cent soixante quatre (14.297.364) F.CFA date du 28 octobre 2004. Elle a été réalisée par chèque n° 4594870 de l'AFDS.

Le solde du compte ESAM II étant créditeur s'arrête à la somme de vingt cinq millions sept cent quatre vingt douze mille quatre cent cinq (25.792.405) francs cfa.

#### IV – 1 – 6 – Programme d'Appui Régional à l'Intégration ( PARI II )

Le PARI II est signé le 21/08/2002 avec une partie régie d'un montant de deux cent vingt millions cinq cent dix mille (220.510.000) francs cfa. Le montant global alloué au 31/12/2003 est de quatre vingt deux millions deux cent soixante quinze mille six cent vingt huit ( 82.275.628 ) francs cfa et représente, à la fois, une avance initiale de soixante quatre millions ( 64.000.000 ) francs cfa et un remboursement mémoire de dix huit millions deux cent soixante quinze mille six cent vingt huit (18.275.628 ) francs cfa . Le montant des dépenses réalisées au 31/12/2004 égalise

le montant alloué au 31/12/2004 ; il est de l'ordre de cent quarante et un million huit cent quatre vingt deux mille cent trente huit (141.882.138) francs cfa.

Le solde créditeur des deux comptes respectifs, compte n° 09520 177088 000 11 <ETS ENQUETE DEMOGRAPHIQUE ET SANTE SENEGAL> appartenant à l'équipe de Direction précédente et le compte n° 09520 079193 000 61 < PROJET SITE INTERNET DPS> sert seulement à payer des agios. Le montant du premier solde s'élève à trois cent vingt trois mille six cent trente (323.630) francs cfa et celui du deuxième à deux cent vingt six mille huit cent trente un (226.831) francs cfa à la date du 31/01/05. Nous suggérons la fermeture des deux comptes avant qu'ils ne soient débiteurs du fait de manque de liquidité d'en faire face.

#### **IV – 1 – 7 – Projet de Renforcement des Capacités Statistiques de la DPS**

Pour le renforcement des capacités statistiques en vue d'améliorer le suivi et l'évaluation des composantes de développement national, la Direction de la Prévision et de la Statistique a obtenu, auprès de la Banque mondiale, un don de 371 000 dollars US dans le cadre du Trust – Fund N°051827 IDA signé le 03/06/2003. La date de clôture prévue le 30/06/2004 a été prolongée au 30/06/2005.

Ce don est composé de 6 composantes :

- Composante I : Gestion et coordination du projet ;
- Composante II : Ebauche du Schéma Directeur DPS ;
- Composante III : Mise en place de banque de données d'enquêtes ;
- Composante IV : Amélioration de la qualité des statistiques osé ;
- Composante V : Renforcement de la dissémination des données l'aide des outils de suivi et d'évaluation ;
- Composante VI : Formation.

Les ressources consolidés (Banque Mondiale et Etat du Sénégal) sont de l'ordre de cent deux millions trois cent quatre vingt quatorze mille neuf cent quatre vingt quatorze (102.394.994) francs cfa dont quatre millions six cent quarante mille quatre cent soixante dix sept (4.640.477) francs cfa de contrepartie de l'Etat. Les dépenses effectuées, sur les ressources de l'exercice 2004, se situent à hauteur de quatre vingt dix millions neuf cent cinquante sept mille trois cent trente (90.957.330) francs cfa ; soit un taux de réalisation de 88,8%

#### **IV – 1 – 8 – Projet de Banque Africaine de Développement**

Le Projet d'Appui à la DPS et à la CSPLCP a été mis en place pour contribuer à l'amélioration de l'information socio-économique en vue d'une décision économique efficiente des acteurs publics et privés et d'un meilleur suivi de la mise en œuvre des Programme de lutte contre la Pauvreté.

Plus spécifiquement, le Projet vise à contribuer au renforcement des capacités de coordination des activités de production et de diffusion de l'information socio-économique de la Direction de la Prévision et de la Statistique et au renforcement du processus de suivi-évaluation du DSRP.

Le Projet bénéficie d'un financement conjoint : Etat du Sénégal et Fonds Africain de Développement (FAD). Son coût global est estimé à 17 113,73 000 UC soit : 1 501. 027. 000 F CFA. A cet effet un compte spécial a été ouvert à la CBEAO et approvisionné par la BAD à hauteur de 22 000 000 F CFA en 2004.

Les dépenses qui sont effectuées dans ce compte s'élève à 18 723 664 F CFA et se répartissent comme suit dans le tableau ci-après :

**Tableau Budgétaire**

Date	Libellés	Prévisions	Réalisation	Disponible	Taux de % de réalisation	observation
<b>30/10/04</b>	Carburant	1 800 000	1 796 993	3 007	99 %	
	Fourniture de bureau	1 700 000	851 350	848 650	50 %	
	Impression	1 000 000	905 801	94 199	90 %	
	Frais de Téléphone Fax/Internet	200 000	0	200 000	0%	
	Eau – Electricité	400 000	93 100	306 900	23 %	
	Abonnement Revue- Publications	533 336	436 100	97 166	81 %	
	Frais Généraux	4 200 000	7 312 500	-312 500	-174 %	
	Indemnités –perdieums	1233 332	17 500	1 215 832	1%	
	Maintenances	933 332	0	939 332	0 %	
	Séminaires Formation en statistique	10 000 000	7 310 250	2 689 750	78 %	
	<b>TOTAL</b>	<b>22 000 000</b>	<b>18 723 664</b>	<b>3 276 336</b>		

Les crédits alloués par le contrepartie sénégalaise se situent, en 2004, à cent trente et un million neuf cent soixante onze mille six cents (131.971.600) francs cfa. Les dépenses de l'année 2004 s'arrêtent à soixante cinq millions quatre vingt trois mille cinq cent quatre vingt (65.083.580) francs cfa ; soit 49,3% de réalisations

## V – Les autres activités courantes

Les autres activités sont diverses et se répartissent comme suit :

a) L'élaboration des états mensuels suivants :

1. Heures supplémentaires pour le personnel
2. Primes de rendement (informaticiens et agents de saisie)
3. Indemnités de budget économique pour le personnel
4. Etats des absences et retards des agents astreints à l'émargement
5. Etats des salaires des Agents contractuels des projets.

b) L'élaboration des états trimestriels pour les Indemnités de sujétion pour les Agents fonctionnaires de la hiérarchie A et B ayant atteint l'indice 1700.

- c) L'élaboration des fiches annuelles de notation pour l'avancement des agents dans la hiérarchie
- d) La préparation des documents pour la passation des marchés avant engagement des crédits alloués.
- e) L'enregistrement dans le cahier des décharges, l'expédition du courrier départ et la distribution du courrier arrivée.
- f) Le classement des diverses notes de service et lettres dans les différents chronos.
- g) L'établissement des contrats des agents temporaires émargeant dans les différents projets sis à la DPS, des ordres de mission des agents ainsi que des laissez-passer mensuels des véhicules en service.
- h) Tenir la comptabilité matière des fournitures et le matériel de bureau mensuelle et annuelle.
- i) Préparation de tous les documents comptables à soumettre à la vérification du Trésor ou des cabinets d'Audit (Caisse d'avance, Caisse intermédiaire, Livres comptables, etc.) et envoi de rapports financiers avec appui de toutes les pièces justificatives aux bailleurs de fonds des Projets.

Le Service Administratif et Financier s'occupe aussi des tâches ponctuelles :

- 1) Entretien et réparation du matériel (climatiseurs, véhicules, photocopieurs, matériel de plomberie, de menuiserie, etc.)
- 2) Répartition des véhicules pendant le séjour des missions du FMI, de la BM et des Commissions parlementaires.
- 3) Organisation du concours de l'IFORD.

# **INSPECTION DES SERVICES**

## **I – Introduction**

L'Inspection des Services a pour mission de procéder aux vérifications administratives et financières des différentes structures de la DPS, ayant en charge la gestion de fonds.

L'activité du service se traduit par la réalisation de missions de vérification, d'enquête ou d'évaluation qui donnent lieu à l'établissement de rapports adressés au Directeur de la Prévision et de la Statistique.

Elle est également chargée de la coordination des activités des services régionaux.

L'Inspection a aussi un rôle d'appui et de conseil sur divers dossiers initiés par la Direction et qui exigent un concours exceptionnel comme sur le projet d'Institut, l'Observatoire de la conjoncture économique.

Le personnel de l'Inspection comprend deux inspecteurs chargés d'appuyer le Coordonnateur dans les activités transversales et sur le contrôle des services à caractère financier.

Le contrôle et la vérification sur le parc automobile sont assurés par un chauffeur contrôleur.

Au courant de l'année 2004 il faut signaler que le budget alloué aux services régionaux a connu une nette amélioration. Les nouveaux services de Matam et de Dakar ont été également dotés de budget de fonctionnement.

## **II – Activités**

### **II – 1 – Contrôle**

Au niveau du contrôle, l'Inspection a effectué en 2004 des missions permanentes de vérification des bons de sortie et de réception de matériel et de conformité des ordres de missions établis par la DPS et des vérifications sur le parc automobile.

Elle supervise également les liaisons financières avec les autres organismes.

L'Inspection effectue également d'autres missions de vérification prévues dans son programme ou définies par le Directeur.

## **II – 2 – Dossiers suivis et élaboration de textes réglementaires**

- Suivi des travaux d'élaboration de la Situation économique régionale.
- Participation dans les travaux de Commissions d'attributions de marchés et de Recrutement.
- Travaux sur le projet d'arrêté portant création de l'observatoire des conditions de vie.
- Contrôle et vérification des bons de sortie de matériel, des demandes de signatures d'ordres de missions et des bons de réparation de véhicules.
- Vérification des réceptions de matériel à la DPS.
- Suivi du dossier de la mise en place du budget de fonctionnement des services régionaux de Matam et de Dakar
- Elaboration de correspondances portant sur la construction de l'immeuble ANSD
- Elaboration des lettres de mission des chefs de projets (Paris2,Esam,FNUAP,Trust-fund)
- Suivi des activités connexes à l'exécution du budget du RGPH relatives aux documents justificatifs en relations avec les services régionaux..
- Réalisation de travaux complémentaires portant sur les textes de l'Agence, après avis favorable du Conseil d'Etat.
- Participation aux travaux de la commission de prospection de locaux pour la codification et saisie du RGPH3
- Suivi des demandes de collaboration des ARD de Kaolack et de Matam avec les Services Régionaux
- Suivi des rapports financiers de Pari 2, FNUAP, ESAM2, Tust-Fund
- Traitement et dépôt du dossier sur l'INS, portant sur la création d'une Agence Nationale.
- Participation à l'Atelier portant sur les matrices de comptabilité sociale (MCS) avec la Cellule de Suivi du PLCP en relation avec les Services régionaux.
- Elaboration du document de travail sur les actions à mener pour la transition vers l'agence
- Suivi des Travaux des Services Régionaux de Kaolack et de Tambacounda sur l'enquête portant sur la situation de la drogue du Ministère de l'Intérieur.
- Elaboration d'une note sur les conventions et protocoles d'accord de la DPS
- Elaboration de diverses Notes de Service et de Correspondances.

- Participation dans les travaux de l'étude portant sur l'intégration du Département de la Statistique de l'ENEA à l'ANSD
- Réalisation des travaux de suivi portant sur les activités de Paris 21.
- Préparation rapport d'activités DPS-2004
- Suivi et traitement du dossier des enquêteurs RGPH, victimes d'accidents corporels pour leur recrutement dans la fonction publique
- Elaboration des comptes- rendus des réunions de coordination.
- Travaux sur le manuel de procédures et fiche d'appréciation des agents pour le bureau de suivi du MEF
- Elaboration note adressée aux entreprises sur la loi 2004-21, portant organisation des activités statistiques
- Elaboration et travaux complémentaires sur le projet de décret relatif au conseil d'orientation.
- Elaboration correspondance du MEF au Ministre du tourisme relative aux données météorologiques.
- Suivi de l'exécution de l'enquête Post- censitaire au niveau régional
- Suivi de l'élaboration des Rapports financiers sur le RGPH des Services Régionaux
- Suivi de l'élaboration de la Situation Economique régionale.
- Suivi des travaux sur les premiers résultats du RGPH (exploitation des cahiers de visite)
- Travaux d'observations sur la mise en œuvre d'un service informatique
- Travaux sur la feuille de route de l'ANSD.
- Travaux de mise à jour sur les projets de décret du Conseil National et de l'Agence et transmission au MEF;
- Réalisation et finalisation dossier Sonatel en relation avec la LDB sur les statistiques en télécommunication;
- Participation à la commission d'avancement des Fonctionnaires (ITS) à la Direction de la Fonction Publique
- Elaboration de la note sur les sanctions positives et négatives de la DPS
- Organisation et suivi des travaux de la Mission de la Commission Européenne sur l'appui en vue de la mise en place de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD).

- Traitement du questionnaire portant sur les cadres de la DPS à intégrer dans le site du Centre statistique des pays islamiques (oci-sesrtcic-Ankara).
- Suivi des travaux de vérification sur la présélection des agents de codification et de saisie.
- Traitement du questionnaire des Nations Unies portant sur les principes fondamentaux de la Statistique officielle et transmission.
- Coordination et élaboration du Plan de formation DPS 2005-2006 destiné au MEF
- Participation dans les travaux de Commissions d'attributions de marchés et de Recrutement : Pari 2, Budget I, Trust -fund.
- Travaux de suivi sur le dossier de financement de bonne Gouvernance de l'Union Européenne ( volet statistique )
- Elaboration de travaux sur le dossier de Paris 21 relatif au vidéo à réaliser et transmission au MEF.

## **II – 3 – Rapports**

L'Inspection des services a élaboré au cours de l'année 2004 les rapports suivants :

- + Rapport d'activité de la DPS 2003 en mars 2004
- + Rapport de mission sur l'évaluation des tableaux, du matériel RGPH3 et des activités des Services régionaux de la Statistiques; Décembre 2004.
- + Rapports Trimestriels sur le Parc Automobile.
- + Rapport sur le Matériel Réceptionné à la DPS, Décembre 2004.

## **II – 4 – Autres travaux**

Au-delà de ces activités de contrôle, et de coordination des services régionaux, l'inspection a été chargée en relation avec la Direction du traitement des dossiers ci-dessous :

- Protocole d'accord avec les autres organismes ;
- Etude, recherches et élaboration de textes réglementaires pour la mise en place d'une Agence Nationale de la Statistique ;
- Elaboration de requêtes pour appui institutionnel à la DPS au niveau de certains organismes comme la BAD et l'Union Européenne.

# ***SERVICE DE LA DOCUMENTATION , DES PUBLICATIONS ET DE LA DIFFUSION***

Le Service de la Documentation, des Publications et de la Diffusion a pour tâches principales :

- l'enregistrement et le classement des ouvrages et publications;
- de la tenue de la salle de lecture (consultation et prêts de documents);
- l'impression des travaux de la direction ;
- la diffusion des publications de la Direction;
- la gestion des archives de la Direction.

Il comprend :

- le bureau de la documentation et des archives;
- le bureau de l'impression et de la reprographie;
- le bureau de la diffusion et des ventes.

## **I - Bureau de la documentation et des archives**

Le bureau de la Documentation a accueilli au cours du second semestre deux nouveaux bibliothécaires dans le cadre du recrutement de la fonction publique.

Nous avons procédé grâce à l'acquisition du logiciel WINISIS à la saisie de tous les ouvrages et publications de la DPS. Malheureusement des problèmes techniques et financiers ont retardé la publication du catalogue des ressources d'information qui devait être mis à la disposition des utilisateurs internes et externes.

Nous avons accueilli environ 1900 visiteurs au cours de cette année constitués en majorité d'étudiants et d'élèves. La salle de lecture se révèle trop exigüe pour contenir le nombre de plus en plus important de chercheurs.

Nous avons également procédé à la mise à jour des données du site Web de la DPS qui est opérationnel depuis décembre, ainsi qu'à celles du site du Ministère.

Nous avons aussi participé aux réunions du Comité Editorial chargé de la Gestion du Site Web du Ministère pour la validation de la Maquette online du nouveau site.

## **II - Bureau de l'impression et de la reprographie**

Ce bureau est chargé de la reproduction de toutes les publications.

Deux photocopieurs CANON ont été acquis dans le cadre du PARI 2 ce qui nous a permis de reconstituer et de reproduire en trois exemplaires toutes les éditions de la Situation économique et sociale du Sénégal de 1933 à 2001. Une copie de ces séries a été déposée au niveau des Archives Nationales.

Grâce aux crédits inscrits dans le budget de fonctionnement de 2004, l'impression de la Situation économique et sociale de 2002-2003, de la Banque de données Economiques et financières et de la note de conjoncture a été réalisée par un imprimeur d'où une nette amélioration de la présentation des documents. L'impression d'autres importantes publications comme l'ESAM II et la BADIS sont prévues dans le prochain budget.

### III - Bureau de la diffusion et des ventes

Il a pour mission la diffusion de l'information statistique et la vente des publications de la DPS. Il assure leur envoi au niveau des médias et autres utilisateurs étrangers ou nationaux.

Le bureau gère une caisse intermédiaire des recettes. Au cours de l'année 2004 le montant versé au Trésor a atteint la somme de 3 235 000FCFA soit une hausse de 29% par rapport à l'année 2003 (voir tableau joint en annexe). Les recettes se répartissent ainsi :

- 2 235 000F en espèces
- 1 000 000F en chèques

Cependant, il est à noter que, lors des vérifications, le montant des chèques n'a pas été pris en compte au niveau du Trésor suite à un blocage du compte courant postal au cours de l'année 2004.

Entre autre activités le responsable du bureau a participé à l'élaboration de la Situation Economique et sociale.

**ETAT RECAPITULATIF DES VERSEMENTS DE L'ANNEE 2004**

DATE	NUMERO QUITTANCE	VERSEMENT		CUMUL
		Numéraire	Chèque	
09/02/2004		265 500	—	—
26/02/2004		110 500	—	376 500
24/03/2004		208 000	—	584 000
26/04/2004		321 500	—	905 000
28/05/2004		166 500	—	1 071 500
29/06/2004		136 500	—	1 208 000
28/07/2004		266 000	—	1 474 000
31/08/2004		160 500	—	1 634 500
29/09/2004		198 000	—	1 832 500
26/10/2004		87 500	—	1 920 000
25/11/2004		109 000	—	2 029 000
30/12/2004		206 000	—	<b>2 235 000</b>

# **SERVICE DE GESTION DE LA LIVE DATA BASE**

## **I – Introduction**

La Live Data BASE (LDB) est une base de données permettant de centraliser, de stocker et d'actualiser l'ensemble des indicateurs produits par la DPS et certains services extérieurs.

L'objectif essentiel de la LDB étant de rendre plus efficaces les flux d'informations au sein de la DPS, il est impérieux de faciliter l'accès à l'information disponible en tout temps en recourant à une source unique et accessible à tous.

Les données chargées dans la LDB sont des données officielles. Les chefs de Division veillent donc à ce qu'elles soient de bonne qualité.

De ce fait, la responsabilité des chefs de Division est individuellement et collectivement engagée pour :

- + la sélection des informations à charger dans la LDB, les niveaux de désagrégation et les nomenclatures correspondantes;
- + la validation de toutes les informations destinées à la LDB, y compris celles provenant des services extérieurs. Les informations doivent donc être soigneusement vérifiées et leur cohérence assurée.
- + la notification d'une mention (si besoin) sur le niveau de validité (données provisoires, données partielles, etc.) et sur l'état et la date de mise à disposition des prochaines données (données préliminaires, données définitives/ disponibles ou attendues en ...) pour toute donnée livrée à la LDB;
- + la sélection des informations chargées accessibles seulement aux personnels de l'Institution et des informations destinées à l'usage du grand public dans le site Internet;
- + la livraison des informations à la LDB dans les délais et sous format Excel
- + Donner l'autorisation de chargement à la LDB dans les délais prévus à cet effet.
- + Informer le Directeur de la Prévision et de la Statistique par des notes de synthèse sur les questions majeures relatives au contenu et au fonctionnement de la LDB.

Ultérieurement, la DPS pourra étendre cette technologie aux utilisateurs extérieurs en mettant à leur disposition des informations pertinentes, fiables et

facilement accessibles via Internet, selon des modalités qui seront définies le moment venu. Un programme spécial est prévu dans ce sens.

## **II – Activités**

Durant l'année 2004, la LDB a connu un développement gigantesque tant en logistique qu'en programmes de travail.

### **II – 1 – Acquisitions de logistiques**

Sur financement du Trust Fund, le Service de Gestion de la LDB a reçu trois ordinateurs Pentium IV de grande capacité et la nouvelle version de Proclarity, son logiciel de stockage et d'accès via le serveur de la DPS. Cette nouvelle version du logiciel compatible avec XP Professionnel, contrairement à la précédente, permet une plus grande accessibilité aux indicateurs de la LDB.

### **II – 2 – Les nouveaux programmes de travail**

Depuis la mise en œuvre de la LDB jusqu'en 2003, le chargement des indicateurs de la LDB s'est fait manuellement c'est-à-dire qu'il fallait collecter les indicateurs sous Excel, les charger dans la base en suivant toutes les procédures requises avant d'aller les valider dans le serveur DPS. En 2004, ces opérations ont été grandement simplifiées grâce au travail de deux consultants nationaux, l'un spécialisé en systèmes d'informations et l'autre en programmations.

#### **II – 2 – 1 – le consultant spécialisé en systèmes d'informations**

Dans le cadre du projet Live Data Base (LDB) et de la mise en place d'un système de base(s) de données centralisé, la DPS a été secondée par un consultant externe dont l'objectif a été d'automatiser toutes les tâches relatives à l'alimentation automatique en données dans la base de données LDB. Le consultant devrait l'aider à optimiser les transferts de données et initier les procédures de chargement automatiques dans cette base.

Le consultant a travaillé au sein de la DPS. Son activité a consisté à :

- + analyser les différents flux d'information au sein de la DPS, pour tous les acteurs internes à celle-ci ; (analyse de l'existant)
- + analyser les différents flux d'information avec les acteurs externes à la DPS (analyse de l'existant);
- + Proposer un schéma d'optimisation à partir de ces flux .Ce schéma a compris les points suivants :
  - o Optimisation des flux d'information avec la Live Data Base ;

- Harmonisation des différents outputs
- Proposition d'un nouveau modèle de flux interne/externe ;
- Standardisation du modèle. Ce point impliquera la recherche et la mise en œuvre d'une passerelle commune pour tous les outils utilisés à la DPS avec la LDB , (éventuellement en proposant une modification des outputs des différentes sources)
  - Définition complète des tâches à réaliser en vue de l'automatisation des procédures de transfert des données entre les différents acteurs et la LDB.
  - Définition des procédures de transfert entre la LDB et la Data Bank.
  - Planification de ces tâches – méthode Pert/Temps.
  - Produire un rapport détaillé sur les problèmes techniques rencontrés et les solutions proposées afin de faciliter la pérennisation du système d'information

A la fin du contrat de 3 mois, le consultant a produit un rapport final de mise en place de l'automatisation des chargements de la Live Data Base à la Direction de la Prévision et de la Statistique.

Ce rapport final est destiné à faciliter la pérennisation du système d'information. A cet effet, il explique en détail les différentes phases de la mission (de l'analyse de l'existant à la mise en oeuvre sous SQL Server 2000 en passant par l'optimisation des flux).

## **II – 2 – 2 – le consultant spécialisé en programmation**

Dans le cadre du projet Live Data Base (LDB) et de la mise en place d'un système de base(s) de données centralisé, la Direction de la Prévision et de la Statistique a été secondée par un consultant externe dont l'objectif a été :

- d'automatiser toutes les taches relatives à l'alimentation automatique et à la diffusion en données du système LDB.
- d'aider divers services à automatiser la mise en place de leur système d'information propre. Le consultant a eu à écrire les différents programmes d'alimentation automatique de la base de données (interfaces) et de diffusion automatisée des informations propres ainsi qu'à la mise en place de certaines applications spécifiques à la DPS.

Le consultant a travaillé au sein de la DPS, d'abord en collaboration avec l'équipe technique de la LDB. Son activité a consisté à :

- + Ecrire les interfaces standardisées à chacun des programmes de production d'information (outputs harmonisés)
- + Ecrire les différentes procédures de transfert de ces interfaces vers la LDB ;
- + Automatiser ces procédures de transfert/chargement dans le cadre du LDB ;

- + Ecrire les programmes d'édition et de diffusion de l'information, relativement au système d'information de la DPS en se focalisant sur l'aval de ces rapports (utilisateurs internes, externes et web externes)
- + Transférer le savoir (connaissance) à l'équipe technique de la LDB de manière à ce que celle-ci puisse, à moyen terme, gérer le système LDB sans appui externe
- + Développer certains logiciels spécifiques aux besoins propres à la DPS (e.a. logiciel de calcul automatique de la conjoncture, etc.)
- + Produire une note méthodologique sur le programme développé qui puisse permettre à l'équipe de la LDB de continuer à gérer le système après le départ du consultant.

Ainsi, des programmes d'automatisation des chargements (dans la LDB) et d'édition de certains rapports ont été élaborés. D'autres programmes automatiques permettent la prise en charge de l'enregistrement des indicateurs de la LDB dans le serveur de la DPS.

### **III – Perspectives**

#### **III – 1 – Accès à Internet**

En 2005, l'objectif majeur de la LDB, après sa mise à jour en 2004, sera d'être porté sur le web. Pour ce faire, la DPS recrutera, pour une durée de 6 mois, un consultant en développement de solutions web. Il devra :

- + établir les listes, formats, fréquences de diffusion et paramètres dynamiques des rapports et publications de l'institution;
- + paramétrer le serveur web en vue d'assurer la disponibilité des services web et la connectivité avec le serveur LDB / SQL;
- + acquérir et installer une version de Microsoft SQL Server 2000 Reporting Services;
- + préparer et faire approuver, par les principaux acteurs, une stratégie d'implémentation visant à mettre les rapports et publications à dispositions des utilisateurs à travers MS Reporting Services;
- + concevoir et mettre en place un système de sécurisation de l'information et du système ainsi que de la gestion des comptes utilisateurs ;
- + développer à l'aide de Microsoft Visual Studio.NET et Reporting Services la solution adoptée;
- + en collaboration avec les principaux utilisateurs, tester le système et démontrer les fonctionnalités
- + former les utilisateurs du service informatique aux méthodologies et outils (transfert de connaissances, constitution de la capacité informatique) ;
- + produire une documentation technique et un guide d'administration du système;
- + mettre en place un service de messagerie automatique associé à l'univers web.

#### **III – 2 – Formation en VBA**

La plupart des programmes d'automatisation de la LDB étant en VBA, la formation de l'équipe de la LDB en ce langage est nécessaire pour la pérennisation du travail après le départ des consultants.



## ***DIVISION DES ENQUETES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES***

La Division des Enquêtes Démographiques et Sociales est chargée de la conception, de l'exécution, du traitement et de l'analyse des enquêtes et des recensements démographiques et socio-économiques auprès des ménages.

Elle est organisée en trois bureaux :

- Le Bureau des Recensements et des Enquêtes ;
- Le Bureau de Suivi des Conditions de Vie des Ménages ;
- Le Bureau du Traitement de l'Information.

Ce présent rapport retrace les travaux courants de la DEDS durant l'année 2004.

### **I – Le Bureau des Recensements et des Enquêtes ;**

Au titre de l'année 2004, le programme du bureau se résume principalement aux activités ayant trait à l'exploitation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2002. En plus de cette préoccupation majeure, le bureau travaille, entre autres, sur l'enquête concernant le travail des enfants. Les travaux cartographiques sont terminés, de même que l'enquête pilote dont le rapport est attendu, pour les prochains jours.

A propos du Recensement ( R.G.P.H III ), le bureau s'est attelé :

#### **I – 1 – Aux travaux préparatifs :**

- La recherche de locaux pour l'exploitation des données ;
- La choix du matériel de réception des dossiers ;
- L'acheminement sur Dakar des dossiers d'enquête et leur classement.

#### **I – 2 – Aux travaux de publication des résultats préliminaires :**

- Le contrôle d'exhaustivité des documents d'enquête ;
- La vérification des chiffres des cahiers de visite et les calculs s'y afférents dont l'exploitation a donné le chiffre de 9.956.220 habitants, sur l'ensemble du territoire national.

A signaler, par ailleurs que l'exploitation de l'enquête post-censitaire avait permis de se faire une idée sur la qualité des données et d'estimer le taux de couverture à 91 % (i.e sur 100 personnes résidentes sur le territoire national, lors du dénombrement de 2002, 91 seraient recensées).

Concomitamment aux travaux de publication des résultats se faisait celui de l'élaboration des manuels de codification et de saisie et la confection des listes des personnes désireuses de participer à l'exploitation des données.

### **I – 3 – Aux travaux de codification et de saisie :**

Des agents ont été sélectionnés et formés comme agents de codification et de saisie . Les travaux ont commencé respectivement le 18 Octobre 2004 pour la codification et le 8 Décembre 2004 pour la Saisie.

## **II – Le Bureau de Suivi des Conditions de Vie des Ménages;**

Au cours de l'année 2004, les activités du bureau ont porté essentiellement sur la poursuite des travaux de l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM II) et de l'enquête 123 (phases 1 et 3) réalisée dans le cadre de l'UEMOA, l'amélioration du dispositif du système d'information sur les conditions de vie et la pauvreté ainsi que sur la participation à divers ateliers nationaux et régionaux.

### **II – 1 – Poursuite des travaux de l' ESAM II**

L'ESAM II est une enquête de type budget consommation visant à améliorer notre connaissance des conditions de vie, à aider les autorités dans la prise de décision et à faciliter le suivi et l'évaluation des politiques de développement économique et social. Spécifiquement, l'enquête permet : (i) de dégager un profil de pauvreté et d'analyser les déterminants de celle-ci, (ii) de déterminer la structure des dépenses selon certaines caractéristiques des ménages et de mesurer les inégalités entre les différents groupes socio-économiques, (iii) d'analyser la structure de la consommation des ménages, (iv) d'analyser la qualité de l'alimentation des populations et enfin (v) de calculer des indicateurs d'emploi, d'éducation, de santé et nutrition, de patrimoine et d'accès au logement.

La base de données de l'enquête, disponible depuis 2003, a permis les premières analyses qui ont fait l'objet de deux rapports.

- Le premier rapport préliminaire sur «La pauvreté au Sénégal, de la dévaluation de 1994 à 2001-2002» a été rédigé en collaboration avec la Banque Mondiale et publié en janvier 2004. Ce rapport qui porte principalement sur les tendances, le profil, la perception et les déterminants de la pauvreté, donne des estimations comparables de l'incidence de la pauvreté et des inégalités en utilisant les données des enquêtes ESAM I de 1994-95 et ESAM II de 2001-2002.
- Le second rapport, dit de synthèse, est plus global. Actuellement disponible, il a été finalisé et validé suite à une retraite interne à la DPS. Il traite de l'ensemble des thèmes abordés dans l'enquête et sera largement diffusé au courant de 2005.

### **II – 2 – Poursuite des travaux de l'enquête 1.2.3**

Le bureau a poursuivi l'apurement des données et la sortie des tableaux au cours de l'année 2004. Il a ainsi finalisé et publié le rapport de la phase 1 en mai 2004

et présenté les résultats de cette enquête à l'atelier de restitution organisé en août 2004 par la Commission de l'UEMOA et AFRISTAT à Ouagadougou. Ce rapport traite de l'emploi, du chômage et des conditions d'activité dans l'agglomération de Dakar. Le rapport de la phase 3 est en cours de finalisation. Le premier draft disponible depuis décembre 2004 est en cours de révision en vue de sa validation. Un troisième rapport sur les modules complémentaires est en cours rédaction. Il porte sur les différentes dimensions de la Pauvreté, la Bonne Gouvernance et la Démocratie. La mise à disposition de ces deux rapports sera effective au cours du premier trimestre de 2005.

## **II – 3 – Amélioration du Système d'Information sur les Conditions de Vie et la Pauvreté**

Le système d'informations préconisé par la DPS a pour objectif de produire les principales données socioéconomiques permettant l'élaboration d'indicateurs de mesure et de suivi de niveau de vie, la cartographie de la pauvreté et le ciblage des catégories vulnérables. Il devra aider à (1) assurer la publication d'un rapport annuel sur l'évolution des conditions de vie des ménages et le développement humain, (2) diffuser des informations pertinentes pour un suivi périodique de l'évolution du niveau de pauvreté au Sénégal, (3) rendre possible et faciliter l'analyse et la mesure de l'impact des politiques économiques en vigueur ainsi que les performances des programmes et projets visant l'amélioration des conditions de vie et enfin, (4) faciliter la concertation et le dialogue entre les partenaires au développement d'une part et d'autre part, entre les producteurs et les utilisateurs des données socioéconomiques nécessaires au suivi des conditions de vie des populations.

Le dispositif sur lequel repose le système d'information actuel est organisé en bases de données issues d'enquêtes d'une part, et d'autre part, de statistiques courantes provenant de la production des administrations publiques et privées, couvrant divers secteurs de la vie économique et sociale.

Pour mieux répondre aux besoins des utilisateurs, il a été conçu un plan de renforcement de ce dispositif en prévision de la mise en place d'un observatoire opérationnel sur la pauvreté, les conditions de vie et le développement humain (OCV) et dont les études diagnostic et de faisabilité ont été finalisées en 2003.

S'agissant du cadre institutionnel de l'OCV, un projet de décret proposé par le Ministre de l'Économie et des Finances a été introduit auprès du Secrétariat Général du Gouvernement.

Du fait que l'essentiel de l'information recherchée repose sur la production du système de la DPS et pour capitaliser sur l'expérience et les installations de celle-ci, le décret prévoit que l'OCV, animé par un coordonnateur, sera domicilié à la DPS. Il sera financé par l'Etat avec l'appui des bailleurs intéressés. Toutefois, dans sa gestion et la définition de ses activités, l'OCV sera doté d'une certaine autonomie avec la mise en place d'un comité de pilotage comprenant tous les partenaires (services techniques concernés, partenaires au développement, élus locaux, société civile, etc.) Son mode de fonctionnement sera précisé par arrêté. L'absence de cadre juridique officiel (décret non encore signé) et le manque de locaux propres font que l'OCV manque actuellement de visibilité.

En 2004-2005, le plan d'action de l'OCV consiste en l'amélioration de la capacité technique de la DPS et celle d'autres ministères techniques, dans le traitement, l'analyse et la publication dans les délais, d'informations exactes pour le suivi et l'aide à la prise de décision sur les stratégies de réduction de la pauvreté. Ces travaux incluent la définition et la sélection d'indicateurs pertinents pour le suivi des conditions de vie et de la pauvreté, selon une approche consensuelle élargie.

Les consultants recrutés dans le cadre de l'OCV ont travaillé sur l'actualisation de bases de données et la mise en œuvre de son plan d'actions dont certaines visent la constitution d'un entrepôt de données.

Ces activités viennent renforcer les travaux menés dans le projet de standardisation des différentes bases de données d'enquêtes initié par la DPS. Ce travail préalable est indispensable à la constitution dudit entrepôt de données, outils nécessaire à l'analyse des tendances partant des indicateurs de pauvreté, en particulier ceux adoptés pour le suivi du DSRP et des OMD.

Il s'agit : (1) de rassembler les fichiers et documents disponibles sur les différentes bases de données, (2) de dresser pour chaque fichier la liste des variables avec leur définition précise et les modalités de réponse, (3) de convertir les fichiers en format SPSS et ACCESS et ce, en un nombre limité pour chaque opération statistique, (4) de codifier les variables, enquête par enquête en s'inspirant des normes internationales et en créant éventuellement de nouvelles et en les classant selon leur importance, (5) d'harmoniser les codifications des variables selon les enquêtes, (6) de retraiter les variables d'enquête pour harmoniser les données, (7) d'identifier et calculer un certain nombre d'indicateurs sociaux, (8) d'élaborer un menu de consultation des bases de données d'enquêtes et (9) de rédiger un manuel d'utilisation de la base de données.

Dans ce cadre, le bureau a poursuivi les travaux d'actualisation de la Banque de Données des Indicateurs Sociaux (BADIS) des années 2001 et 2002. Pour les éditions de 2003 et 2004 les travaux avancent très lentement, faute de moyens, y compris des ressources humaines. La BADIS est mise en place depuis 1990 mais sa dernière édition date de 2002. Elle est alimentée par les données administratives issues de la production des administrations publiques et privées et des données d'enquêtes ponctuelles. Elle porte sur les thèmes comme la population, les prix, les comptes nationaux, l'emploi et le chômage, l'aide extérieure, la santé, la sécurité alimentaire, l'éducation, l'alphabétisation et l'habitat. L'édition de la base de BADIS de 2003 comprend son harmonisation avec la LDB du fait que les deux sources ont un nombre important d'indicateurs communs.

## **II – 4 – Autres activités**

Le bureau a participé à des ateliers nationaux et régionaux portant sur les statistiques de la pauvreté (mesure et diagnostic), le traitement et l'apurement de données d'enquêtes ainsi qu'à des voyages d'études pour s'inspirer d'expérience réussies en matière de mise en place d'observatoire sur les conditions de vie et la pauvreté. En outre, le bureau a travaillé dans l'élaboration de document de projet, la définition de programmes de travail et de budgets ainsi que dans la préparation d'enquêtes, notamment l'«Enquête de Suivi de la Pauvreté» dans le cadre de la

Convention AFDS/MEF et celle financée par le CRDI et dénommée «Pauvreté et Structure familiale» qui sera réalisée en collaboration avec le Laboratoire d'Economie Appliquée (LEA) de l'Institut National de Recherche Agricole (INRA) en France.

### **III – Le Bureau du Traitement de l'Information.**

Ce bureau est chargé du traitement de l'information issue des enquêtes et d'autres sources. Il est le responsable de la formation informatique.

Au cours de l'année 2004, le Bureau du Traitement de l'Information a mené les activités suivantes :

#### **III – 1 – Recensement Général de la Population et de l'Habitat**

##### **III – 1 – 1 – Phase préparatoire**

La DPS a procédé pendant la phase préparatoire de l'exploitation à:

- la recherche et à l'aménagement d'un local devant abriter l'exploitation ;
- l'installation du matériel informatique (Serveur, postes de saisie, imprimante, matériel de câblage etc) achetés par l'USAID dans le cadre de son assistance technique au projet
- le recrutement du personnel contractuel (agents de saisie, de codification et d'appui) ;
- l'exploitation informatique de l'Enquête post censitaire du recensement.

##### **III – 1 – 2– Exploitation de l'exhaustif**

- Formation des agents de saisie ;
- Perfection des programmes ;
- Démarrage de la saisie ;

#### **III – 2 – Site INTERNET de la DPS**

Mise en ligne du site INTERNET de la DPS en relation avec AFRISTAT.

#### **III – 3 – Enquête 1 23**

• L'Enquête 123 en relation avec l'Observatoire Ouest Africain de la Statistique (AFRISTAT) comprend trois types d'enquête ou encore trois phases successives :

1. l'emploi, le sous emploi et le chômage
2. le secteur informel
3. la consommation des Ménages.

Cette année a été consacrée à l'exploitation de la phase 3, surtout à l'apurement des données. Actuellement tous les tableaux sont sortis et nous avons été accompagnés dans ce processus par DIAL et AFRISTAT. Concernant la phase

1, on poursuit les travaux sur les modules complémentaires. Dans ce cadre, un atelier d'harmonisation des modèles de traitement s'est tenu dans les locaux d'AFRISTAT à Bamako.

### **III – 4 – Enquête sur le travail des enfants**

Exploitation de l'enquête pilote.

### **III – 5 – Enquête SASDE**

Poursuite des travaux complémentaires à la demande de l'UNICEF.

### **III – 6 – Réseaux**

Pour augmenter les performances du Réseau et sur financement de la Banque Mondiale, le cabinet CATN a été commis pour réaliser les différentes tâches consignées dans un cahier des charges élaboré avec l'appui du comité de normalisation du MEF et la Direction de l'Informatique de l'Etat.

Concernant la messagerie, il y a eu souvent des blocages et faute de compétence en la matière à la DPS, on a du recourir aux services de CFAO Technologie pour débloquer.

### **III – 7 – Divers**

- Réalisation et étude des cahiers de charge en vue de doter la DPS en équipements informatiques.
- Participation à plusieurs séminaires de formation organisés par la DTAI et notamment sur :
  1. Visual BASIC
  2. SQL
  3. Réalisation de site WEB.
- Participation à un séminaire interne sur l'harmonisation des bases de données des enquêtes.
- Suivi et implantation de la base de données sur le profil démographique et socio-économique du Sénégal réalisé par le CERPOD

## ***DIVISION DES STATISTIQUES ECONOMIQUES ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE***

La Division des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale (DSECN) est chargée de l'élaboration des comptes nationaux, des statistiques du secteur moderne (BDEF), des statistiques du Commerce Extérieur, des statistiques courantes et de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC).

La DSECN mène également les enquêtes directes auprès des entreprises industrielles pour l'élaboration de l'Indice de la Production Industrielle.

La DSECN est organisée en quatre (4) Bureaux :

- Le Bureau de la Comptabilité Nationale ;
- Le Bureau des Entreprises et de la Production Industrielle;
- Le Bureau des Echanges Extérieurs ;
- Le Bureau des Prix.

Dans ce rapport, il est présenté les différentes activités menées au sein de chaque Bureau compte tenu des missions assignées à la Division.

### **I – Bureau de la comptabilité nationale**

Il est chargé de l'élaboration de la méthodologie, de l'établissement des comptes et de la centralisation de l'ensemble des données nécessaires à la compilation des comptes nationaux.

Après avoir établi et publié, en 2003, les comptes nationaux révisés 1996 -2001 avec une méthodologie et des nomenclatures conformes aux recommandations du Système de Comptabilité Nationale (SCN 1993), le Bureau de la comptabilité nationale a entrepris au cours de l'année 2004 des travaux autour des axes suivants:

- Elaboration des comptes par la réropolation des Comptes Nationaux Révisés sur la période 1980 – 1996 et la préparation des comptes nationaux 2002-2003
- L'exécution de la phase II de l'Enquête 123.
- La poursuite du programme de formation.

#### **I-1 – Elaboration des Comptes Nationaux**

Lors du séminaire de validation des comptes révisés 1996-2001, il avait été retenu de mettre à la disposition des utilisateurs une série plus longue (1980-1995)

pouvant servir aux différentes analyses. Ainsi, une fois les comptes révisés de la période 1996-2001 publiés, le Bureau s'est attelé à cette tâche. Sur la base de la même méthodologie, les travaux entrepris ont couvert comme prévu la période partant de 1980 à 1995. Sur la lancée, la confection des comptes de 2002 et 2003 a été engagée.

Ces travaux ont permis de reconstituer une base de données économiques et d'établir une série de comptes courants et en volume couvrant la période de 1980 à 2003. Le processus de validation en cours devrait permettre de publier ces comptes dans le courant du premier trimestre de 2005.

## **I – 2 – Enquête 123 : phase 2**

La phase 2 de l'Enquête 123 initiée au sein de l'UEMOA et réalisée en 2003 dans la zone urbaine de la région de Dakar constitue le volet Secteur informel de ladite enquête. Le bureau de la comptabilité nationale qui en avait la charge avec l'appui d'AFRISTAT et de DIAL a procédé au traitement, à l'analyse et à la publication des résultats en 2004. La presse locale a fait un large écho des résultats de cette enquête.

Le questionnaire a inspiré le bureau de la comptabilité nationale qui l'a utilisé pour faire des monographies dans les autres régions du Sénégal en vue d'une extrapolation pour l'estimation du secteur informel.

## **I – 3 – Séminaires ateliers de formation pour les agents de la Comptabilité nationale**

En poursuivant la même démarche qui avait prévalu lors de la confection des comptes révisés, le Bureau a adopté de mener les rétroprojections par le biais d'ateliers et séminaires qui ont donné l'occasion de présenter les méthodes et d'informer largement sur les cycles de l'économie nationale. Par ailleurs, plusieurs agents du bureau ont pris part à des séminaires et formations qui se sont tenus à l'étranger, notamment.

## **I – 4 – Autres travaux**

Les agents du bureau ont participé aux différents travaux de mise à jour du cadrage macroéconomique notamment, dans le cadre de l'élaboration des budgets économiques et pendant les missions du FMI et de la Banque Mondiale.

Ils ont également participé aux travaux permettant la rédaction de la situation économique du Sénégal, en particulier en rédigeant les chapitres sur les comptes économiques, les Institutions Financières.

Des agents du bureau de la comptabilité nationale ont également participé aux travaux d'harmonisation des comptes nationaux au sein de la CEDEAO.

## **I – 5 – Perspectives**

### **I – 5 – 1 – Elaboration des comptes**

Le Bureau devrait publier la série de comptes nationaux (1980-2003) sur la base de la méthodologie des comptes révisés dans le courant du premier trimestre 2005. A cet égard, il est prévu d'organiser un séminaire de validation qui devrait voir la participation d'AFRISTAT et de l'UEMOA en sus des partenaires nationaux habituels.

### **I – 5 – 2 – Mise en œuvre du SCN93**

Après avoir établi et publié en 2003 à la suite d'un séminaire de validation, les comptes nationaux révisés 1996 –2001 base 1999 avec une méthodologie et des nomenclatures conformes aux recommandations du Système de Comptabilité Nationale (SCN 1993), le Bureau de la comptabilité nationale a entrepris au cours de l'année 2004 leur rétopolation sur la période 1980–1996 et l'Elaboration des comptes nationaux pour les années 2002 et 2003 selon la même méthodologie.

Aujourd'hui, le processus de validation de ces comptes est engagé et ils devraient être publiés à fin mars 2005.

Parallèlement à la révision des comptes nationaux, le Bureau avait engagé, à l'instar des autres pays de l'UEMOA, l'implantation du module ERETES. Dans la stratégie, il a été décidé d'organiser une banque de données ouverte qui permet d'une part la révision des comptes et d'autre part, d'alimenter les tables prévues par le module sur la base de requêtes qui ont été préparées à cet effet.

Cette démarche a permis de pallier les longs retards qu'avait connu la parution des comptes au Sénégal. Mais ces résultats ont été obtenus au détriment de la mise en œuvre de ERETES dont les travaux devraient être relancés dès la publication de la série rétopolée. A cet égard, une mission d'AFRISTAT permettra de faire le point et de réorganiser les travaux en tenant comptes des acquis de l'organisation de la banque de données.

### **I – 5 – 3 – Programme de Comparaison International PCI - Afrique**

Le PCI – Afrique est initié dans le cadre d'un programme mondial de comparaison des prix qui doit démarrer durant l'année 2004 sous la houlette de la Banque Africaine de Développement (BAD). Outre les aspects prix, il intègre un important volet agrégats macroéconomique.

Au Sénégal, le pilotage de cet important projet est confié à la Division des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale, en particulier les bureaux des prix et de la Comptabilité nationale. La préparation active du volet comptabilité nationale sera engagée dans le courant de 2005 et se poursuivra en 2006.

## **II – Bureau des Entreprises et de la Production Industrielle**

Conformément au programme de travail de la Division des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale, les travaux assignés au Bureau des Entreprises et de la Production Industrielle portent essentiellement sur l'élaboration de l'indice de la production industrielle, l'élaboration des statistiques des entreprises, et la gestion des statistiques courantes. Le bureau, qui compte quatre agents permanents, réussit ses performances grâce à l'appui consistant apporté dans le cadre du budget d'investissement et du PARI II.

### **II – 1 – Elaboration de l'indice de la production industrielle**

A la suite des travaux relatifs au changement de l'ancienne base de l'indice (1976) à 1999 correspondant à l'année de base des comptes nationaux révisés, le bureau a poursuivi de manière régulière les enquêtes sur la production industrielle. Depuis lors, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) est publié dans les délais contractuels de trois mois après la fin du trimestre grâce au recrutement d'un personnel temporaire d'appui dans le cadre du PARI II puis dans le cadre du Budget d'Investissement (BI) de la DPS. Ainsi, à ce jour, la Note sur l'Indice de la Production Industrielle a été publiée pour les trois premiers trimestres de l'année 2004, celle du quatrième trimestre étant prévue à fin mars 2005.

### **II – 2 – Enquête d'opinion**

Dans le cadre de la rénovation de l'enquête trimestrielle auprès des entreprises, la DPS avait intégré un volet enquête d'opinions. Ensuite, elle s'est ajustée en adoptant le questionnaire harmonisé de l'UEMOA depuis le troisième trimestre 2003 à la suite de réaménagements mineurs de celui qui était en vigueur au Sénégal en anticipation de l'Indice harmonisé de l'UEMOA dont la mise en place accusait un retard. Les résultats sont publiés dans la Note sur l'Indice de la Production Industrielle.

### **II – 3 – Elaboration des statistiques d'entreprises**

A la clôture de chaque exercice comptable, les entreprises implantées au Sénégal sont tenues de déposer à la DPS leurs documents de fin d'exercice dont les données sont exploitées dans le but d'alimenter la Banque de Données Economiques et Financières (BDEF) constituée à partir de 1350 documents de fin d'exercices comptables en moyenne de 1998 à 2001, en plus des informations des états annexés.

Pour l'exploitation de ces documents comptables, le Bureau des Entreprises et de la Production Industrielle a développé une application adaptée au SYSCOA, en vigueur depuis 1998. Ainsi, une importante base de données financières sur les entreprises a été constituée, ce qui a permis la publication de la Banque de donnée Economique et Financière (BDEF) 1997-2001 en décembre 2003.

En 2004, la collecte des documents s'est poursuivie et a abouti à la publication dans le courant du premier trimestre de la BDEF de 2002 et en octobre de la version provisoire de 2003.

Ces publications consacrent le rattrapage du retard observé dans l'élaboration de la BDEF à la suite du changement de référentiel comptable en 1998 qui a exigé le développement d'une nouvelle application compatible.

Ces statistiques d'entreprises constituent un intrant important pour les besoins du bureau de la Comptabilité Nationale.

## **II – 4 – Gestion du Numéro d'Identification National des Entreprises et Associations**

En relation avec la Direction Générale des Impôts et Domaines, le bureau des Entreprises et de la Production Industrielle gère le Répertoire National des Entreprises et Associations en attribuant le NINEA sur la base d'une fiche commune établie au niveau des Centres fiscaux.

Au cours de l'année 2004, des travaux d'extension en vue de l'utilisation du NINEA par les autres régies financières du Ministère de l'Economie et des Finances (Trésor et Douane notamment) et les organismes de sécurité sociale ont été engagés sous la coordination de la Direction du Traitement Automatique de l'Information (DTAI). Dans la démarche, il s'agit d'abord de procéder à des appariements de fichiers, de mener des enquêtes de balayage en vue de compléter les informations permettant de disposer d'un répertoire d'entreprises le plus exhaustif et le plus fiable possible.

## **II – 5 – Elaboration du Bulletin trimestriel de statistiques économiques**

Au cours de l'année 2004, le bureau s'est attelé à la collecte de diverses statistiques devant permettre d'élaborer le bulletin trimestriel de statistiques économiques grâce au renforcement obtenu par le recrutement d'un personnel temporaire dans le cadre du PARI II. Ainsi, les bulletins des trois premiers trimestres ont pu être publiés comme prévu, au cours de l'année 2004.

## **II – 6 – Les autres activités**

Les agents du bureau sont fortement impliqués dans les travaux de comptabilité nationale. Ainsi, les agents du bureau ont eu, au cours de l'année, à retraiter les informations des comptes détaillés de charges et de produits des entreprises pour alimenter les tables de chargement des comptes de branche pour les besoins du module ERETES, en cours d'implantation au bureau de la comptabilité nationale.

Plusieurs agents ont pris part à des ateliers ou séminaires au cours de l'année.

Ainsi, des agents du Bureau ont pris part à des travaux portant sur

- l'élaboration d'un répertoire opérationnel des emplois et métier ;
- la mise au point du projet de charte de la petite et moyenne entreprise au Sénégal ;
- l'harmonisation, la simplification et la rationalisation des procédures d'Immatriculation.

Egalement, les agents du bureau ont eu à participer à différents groupes de travail et réunions, notamment :

- Campagnes budgets économiques.
- Réunions de concertation du FMI ;

Par ailleurs, le bureau a assuré la réponse à certains questionnaires envoyés à la DPS, dont le Bulletin mensuel de statistique de la Division Statistique des Nations Unies.

## **II – 7 – Perspectives**

Dans son calendrier de l'année 2005, le BEPI a inscrit les activités suivantes :

- a. Publication et diffusion de la version définitive de la BDEF 2003 en avril 2005 et la version provisoire de 2004 en octobre 2005 ;
- b. Désaisonnalisation des séries de l'Indice de la production industrielle.

Il convient par ailleurs de pourvoir les postes restés vacants au sein du bureau, notamment pour la gestion de l'Indice de la production industrielle et celle du bulletin trimestriel de statistiques économiques dont la publication n'a pu être assurée que par un personnel temporaire d'appoint.

## **III – Bureau des Echanges Extérieurs**

Le Bureau des Echanges Extérieurs est chargé de l'élaboration, de la collecte et de la diffusion des statistiques du commerce extérieur, en même temps que du suivi de l'évolution prévisionnelle de la balance des Paiements Extérieurs élaborée par la BCEAO. A ces tâches quotidiennes s'ajoutent d'autres activités exécutées pour le compte de la Direction, notamment, de la Division des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale à laquelle le bureau est rattaché.

Les activités réalisées au cours de l'année 2004 portent essentiellement sur la collecte et le traitement des données d'une part et l'analyse et la diffusion d'autre part.

Par ailleurs, il a engagé, sur recommandation du Comité de Balance des Paiements, un important travail de collecte à travers toutes les régions du Sénégal

et de saisie des déclarations manuelles émanant des bureaux de douane non informatisés, en vue de rendre plus exhaustives les statistiques douanières et de réduire les corrections opérées sur celles-ci aussi bien par la DPS que par la BCEAO. Pour cela, les contributions conjointes du PARI II et du projet d'appui de la Coopération française ont été déterminantes pour l'organisation d'une tournée nationale de collecte et le recrutement de personnel de saisie.

### **III – 1 – Travaux courants**

En 2004, le bureau a finalisé la correction des données de l'exercice 2003 et a procédé à la collecte des informations relatives à l'année 2004.

Ainsi, trois sources ont permis d'alimenter les données du commerce extérieur :

- les données mensuelles portant sur les déclarations douanières auprès des services de la Direction des Systèmes Informatiques Douaniers (DSID) et auprès des Bureaux non informatisés ;
- les informations collectées auprès des opérateurs (entreprises) pour les corrections des données de l'année 2003.
- les données provenant de la Direction des Pêches Maritimes (DPM) pour la correction des informations relatives à la filière pêche.

La collecte des données mensuelles a permis au bureau d'élaborer et de publier régulièrement le Bulletin trimestriel de statistique du Commerce extérieur dont la parution a été reprise à la suite du rattrapage par la Douane des retards de compilation des données. Aujourd'hui, le Bulletin est publié au plus tard trois mois, voir deux mois après le trimestre écoulé. A ce jour, les quatre bulletins de 2004 sont déjà publiés.

A la fin de chaque année, les informations collectées auprès des opérateurs permettent de corriger les données et de publier l'annuaire de statistiques du commerce extérieur dans un délai de trois mois, la Note d'Analyse du Commerce extérieur au plus tard à fin juin et le chapitre commerce extérieur pour la Situation Economique et Sociale du Sénégal. En 2004, toutes ces publications relatives à 2003 ont été réalisées à bonne date.

D'autres canaux sont aussi utilisés pour mettre les données obtenues à la disposition des utilisateurs. C'est ainsi que différentes extractions ont été faites, notamment :

- Extraction de données pour les besoins de la Comptabilité Nationale ;
- Extraction de données pour les besoins du Centre Informatique Communautaire de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CIC/CEDEAO) ;
- Extraction des données pour l'Union Economique et Monétaire (UEMOA) ;
- Extraction mensuelle pour la BCEAO en vue du suivi l'estimation de la balance des paiements extérieurs ;
- Extractions pour le Bureau de Statistique des Nations Unies et plusieurs autres organismes et ambassades.

### **III – 2 – Autres activités**

Au cours de l'année 2004, le bureau a représenté la Direction dans différentes activités, notamment :

- Missions à Ouagadougou sur les statistiques du commerce extérieur ;
- Rencontre avec la Direction Générale des Douanes dans le cadre des missions de consultations du FMI au titre des revues de programmes ;
- Réunions des campagnes sur les budgets économiques ;
- Réunions sur le comité de suivi des statistiques du commerce extérieur ;
- Mission de la CEDEAO au sujet des techniques d'établissement des statistiques du commerce extérieur et sur les extractions d'informations ;
- Collaboration avec la Direction du Commerce Extérieur et le CICES pour les mises à jour trimestrielles du logiciel de consultation de la base de données du commerce extérieur ;

### **III – 3 – Perspectives**

La consolidation de la collecte et la saisie des déclarations manuelles constitue une gageure pour assurer une meilleure prise en compte des statistiques non couvertes par le système GAINDE de la Douane, avec notamment un renforcement indispensable du personnel technique.

## **IV – Le Bureau des Prix**

### **IV – 1 – Indice Harmonisé des Prix à la Consommation**

Durant l'année 2004, le bureau des prix a exécuté les tâches inscrites dans ses termes de références. Il s'agit :

- des relevés quotidiens, hebdomadaires et mensuels des prix des variétés retenues dans l'échantillon ;
- de la saisie de ces données ;
- du calcul mensuel de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) de Janvier à Décembre 2004 et de sa publication dans les délais.

Il a aussi procédé à la mise à jour régulière du panier de l'indice harmonisé et de la base de données y relative. Cette base est élaborée sur tableur Excel.

Comme convenu au niveau de l'UEMOA, le Bureau a adopté la nouvelle nomenclature à 12 fonctions et a entrepris l'adaptation du panier de l'IHPC à cette nouvelle nomenclature.

Par ailleurs, le Bureau a produit et diffusé une note annuelle sur l'évolution de l'IHPC en 2003 et pris en charge la rédaction du chapitre prix de la situation économique 2003.

Il faut noter que l'Etat a pris la relève du projet PARI pour l'achat des produits liés à la confection de l'indice des prix, depuis juin 2004,

## **IV – 2 – Prix à la production**

La DPS a initié une réflexion en vue de l'élaboration d'un indice des prix à la production. Un projet de note méthodologique a déjà été élaboré. L'examen de cette note est en cours en vue de le tester avant de l'adopter.

## **IV – 3 – Perspectives**

Dans son agenda de l'année 2005 le Bureau des prix a inscrit les activités suivantes :

- Production et publication de l'indice harmonisé pour les 12 mois de 2005 sur base 100 en 1996.
- Production et diffusion de la note annuelle sur l'évolution de l'IHPC en 2004
- Rédaction du chapitre prix de la situation économique 2003.
- Mise en œuvre du projet d'harmonisation de l'Indice des prix au sein de la CEDEAO.
- Mise en œuvre des activités du PCI (Programme de Comparaison Internationale), en relation avec le bureau de la comptabilité nationale ;
- Mise en œuvre de l'Indice des prix à la production dont la méthodologie est en cours de définition.

La prise en charge des dépenses relatives à la confection de l'indice des prix, notamment l'achat des produits par l'Etat devrait permettre de consolider les acquis en matière de calcul et de publication de cet important outil de suivi de la conjoncture économique.

# ***DIVISION DES ETUDES ET DES ROJECTIONS MACRO-ECONOMIQUES***

## **I – Missions de la DEPM**

La Division des Etudes et Projections Macro-économiques (DEPM) est chargée de :

- L'élaboration de la "Note de conjoncture" trimestrielle, du "Tableau de bord de l'économie sénégalaise" bimestriel. Des contributions sont faites dans l'élaboration du document "Situation Economique et Sociale du Sénégal "
- La coordination des campagnes de budgets économiques en relation avec les directions et services techniques relevant des différents ministères : Ministère de l'économie et des finances, Ministère de l'agriculture et de l'Elevage, Ministère de l'environnement et de la protection de la nature, Ministère de la pêche, Ministère de l'Emploi, du Travail et des Organisations professionnelles, Ministère des Infrastructures, de l'Equipeement et des Transports et Ministère du tourisme, de même que la BCEAO/Agence nationale.
- L'élaboration du Rapport Economique et Financier (REF) à annexer à la loi des finances.
- L'élaboration des projections et le suivi des finances publiques.
- L'élaboration des estimations et projections du taux de croissance économique.
- La contribution au rapport trimestriel du Comité National de Politique Economique (CNPE), dans le cadre de la surveillance au sein de l'UEMOA.
- L'élaboration et le suivi de la matrice des mesures de politique économique dans le cadre du Programme Economique et Financier (PEF) arrêté avec le Fond Monétaire International (FMI), dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC).

Pour mener ces activités, la DEPM compte neuf (8) agents fonctionnaires et trois (3) agents contractuels. En dehors du chef de la division, les dix (10) autres agents sont répartis dans trois (3) bureaux :

- le Bureau des Synthèses Conjoncturelles (6 agents), 4 agents fonctionnaires et 2 agents contractuels.
- Le Bureau des Etudes et de la Programmation (2 agents fonctionnaires),
- Le Bureau des Projections Macro – économiques (2 agents dont un fonctionnaire).

## II – Travaux courants

### II – 1 – Synthèses conjoncturelles

La Division des Etudes et Projections Macroéconomiques (DEPM), à travers le Bureau des Synthèses Conjoncturelles (BSC), a réalisé les activités courantes suivantes durant l'année 2004 :

- + La production régulière et dans les délais des deux périodiques suivants :
  - o la note de conjoncture trimestrielle qui paraît, au plus tard, deux mois après la fin du trimestre;
  - o le tableau de bord de l'économie sénégalaise qui est une publication bimestrielle qui paraît, au plus tard, deux mois après la fin du bimestre.
  
- + les données analysées et publiées dans ces deux périodiques sont obtenues à travers une opération de collecte d'informations auprès des entreprises et des structures étatiques.

Les quatre (04) « notes trimestrielles de conjoncture » et les six (06) « tableaux de bord bimestriels de l'économie sénégalaise » ont été publiés dans les délais.

Les secteurs suivants ont été couverts par la note de conjoncture :

**Secteur primaire** : l'agriculture, l'élevage, la pêche, la pluviométrie ;

**Secteur secondaire** : toutes les branches d'activité de l'Indice de la Production Industrielle sont couvertes : les industries extractives, les industries alimentaires, les industries chimiques, les industries de fabrication de matériaux de construction et le secteur de l'énergie.

**Secteur Tertiaire** : les deux indicateurs (indicateur sur le chiffre d'affaire des services (ICAS) et indicateur des marges commerciales (IMC)) ont été régulièrement élaborés.

**Autres indicateurs conjoncturels** : d'autres indicateurs relatifs à la production, les prix, le commerce extérieur, l'environnement international, les finances publiques, la monnaie et le crédit et la dette publique sont également publiés dans la note de conjoncture et des données plus agrégées dans le tableau de bord.

Tous ces indicateurs sont ensuite centralisés au niveau de la nouvelle **base de données** de la DPS, la Live Data Base (LDB), ce qui n'a pas empêché le stockage de ces données par les producteurs eux même.

## **II – 2 – Prévisions macroéconomiques**

La Division des Etudes et Projections Macroéconomiques (DEPM) a assuré la coordination des campagnes de budgets économiques 2005 en relation avec les directions et services techniques relevant des différents ministères. Ainsi, elle a également élaborée le Rapport Economique et Financier 2005 (REF 2005), annexé à la Loi de Finances 2005. La division a également élaboré la note annuelle sur la Situation Economique et Financière en 2004 et les perspectives en 2005.

La Division des Etudes et Projections Macroéconomiques (DEPM), à travers le Bureau des Projections Macroéconomiques a élaboré durant l'année 2004, les comptes prévisionnels de l'années 2004 (les ressources et emplois du PIB), les comptes exploratoires de l'année 2005 et 2006 (les ressources et emplois du PIB) et le cadrage à moyen terme (2005-2007) servant de base pour l'élaboration du programme pluriannuel pour le pacte de convergence et de stabilité, de croissance et de solidarité.

Elle a contribué activement à l'élaboration des rapports trimestriels du Comité National de Politique Economique (CNPE) et du rapport sur l'analyse de la viabilité de la dette publique du Sénégal qui a été publié en octobre 2004.

La DEPM a également entamé, en 2005, l'élaboration d'un modèle de simulation d'impact de politiques économiques et de chocs exogènes.

### **II – 2 – 1 – Suivi des finances publiques, du programme économique et financier et des missions**

Au cours de l'année 2004, la DEPM, à travers le Bureau des Etudes et des Programmes (BEP) a eu à mener d'autres activités portant essentiellement sur la collecte, l'exploitation, et l'analyse des éléments de finances publiques, le suivi des mesures du programme économique et financier 2003-2005 du Sénégal retenu avec le FMI et a assuré le suivi des missions notamment celles du FMI, de l'UEMOA et de la BAD.

### **II – 2 – 2 – Suivi des recettes et des dépenses**

La division représente la DPS aux réunions hebdomadaires de suivi des recettes qui se tiennent au Ministère de l'Economie et des Finances avec les administrations de régies financières et les services de la Direction Générale des Finances et a assuré la tenue régulière des procès verbaux de ces réunions.

Il représente également la DPS aux réunions trimestrielles de suivi des dépenses de l'Etat. Ces réunions se tiennent en fin de trimestre pour un suivi rapproché des différentes lignes de dépenses et des ressources PPTTE, relativement aux plafonds programmés dans le TOFE.

### **II – 2 – 3 – Le suivi du Programme Economique et Financier 2003 – 2005**

Le BEP a suivi l'exécution des mesures de politique économique dans le cadre du Programme économique et financier 2003-2005, arrêté par les autorités avec le FMI au titre de la FRPC.

Il a ainsi suivi le déroulement des deux missions de revue du Fonds qui se sont déroulées respectivement en février - mars 2004 et du 1er au 19 novembre 2004. Il a participé à l'élaboration des projets de mémorandum y afférent. A ce titre, la division a suivi la tenue des réunions, ainsi que la mise à jour de la matrice de mesures.

Le BEP a également suivi les dispositions du protocole d'accord technique accompagnant le programme par la tenue des correspondances aux services pour la fourniture des informations et à coordonner la transmission périodique des informations aux services du FMI.

#### **II – 2 – 4 – Suivi des missions du FMI, de l'UEMOA et de la BAD**

La division a élaboré les calendriers et a assuré le suivi (compte rendu des réunions) des missions du FMI à Dakar, notamment celles de mars et novembre de l'année 2004, de l'UEMOA et de la BAD. Par conséquent, elle a participé aux rencontres entre le FMI et les structures gouvernementales notamment les services du Ministère de l'Economie et des Finances et d'autres Ministères Techniques.

### **III – Autres travaux**

La division a également participé régulièrement aux réunions de suivi de l'exécution des mesures du Plan d'actions CFAA/CPAR piloté par le Projet de Coordination des réformes budgétaires et Financières (PCRBF), du Comité National PMA, du Comité chargé de la décentralisation du BCI, de suivi des OMD de la PNBG.

Elle a également contribué à la Revue Annuelle Conjointe du programme de coopération entre le Sénégal et les Etats Unis d'Amérique pour la période 1998-2006 – Avril 2004 et à la revue du programme de Coopération entre le Sénégal et le Luxembourg en 2004.

#### **Séminaires - Ateliers - Formation**

- Séminaire méthodologique sur le Cadrage stratégique et la formalisation des actions d'intégration régionale en décembre 2004 au Centre de Formation du Trésor;
- La 'Gestion macroéconomique et finances publiques' organisé à la BCEAO/COFEB Dakar en février 2004 ;
- Atelier régional de formation des équipes nationales d'analyse de la viabilité de la dette publique, du 8 au 19 mars 2004 ;
- Cours sur le Programmation Economique et Financière, organisé par l'IMA, en avril 2004 à Tunis ;
- Cours sur le interactions entre politique budgétaire, politique monétaire et marché : Brazzaville du 19 avril au 7 mai 2004 ;
- Deux séminaires (juin et décembre) sur la conjoncture économique du second semestre 2004 et les prévisions économiques à court terme des Etats d'Afrique de l'Ouest membres d'AFRISTAT (Bamako - MALI);
- Atelier sur la stratégie de désendettement durable du Sénégal, du 19 au 31 juillet 2004 ;

- Cours d'économétrie appliquée pour la prise de décision économique organisé par l'IDEP du 21 juin au 16 juillet 2004 (Dakar - SENEGAL) ;
- Cours sur la modélisation macroéconomique co-organisé par la BCEAO et la BEAC du 29 novembre au 17 décembre 2004 (Yaoundé - CAMEROUN).

## **IV – Conclusion**

Aucune difficulté particulière n'a été rencontrée dans l'exécution des tâches. Toutefois, la Division a encore été touchée en 2004 par la mobilité du personnel. En effet, deux (02) agents permanents ont eu à quitter dont l'ancien chef de division et un (01) autre est parti pour une formation de longue durée.

# LES SERVICES REGIONAUX

## SERVICES REGIONAUX

### ***Le Personnel***

Les effectifs des services régionaux de la statistique n'ont pas connu un renforcement au courant de l'année 2004.

### ***Le Matériel***

Le Parc Informatique de l'ensemble des Services Régionaux de Dakar et de Diourbel a été renforcé 2004 avec l'acquisition de deux micro-ordinateurs redéployés par la Direction. Les services de Dakar et de Matam ont été également équipés en mobilier de bureaux, climatiseurs et moquettes par la DMTA.

### ***Les Activités***

Les activités des Services Régionaux se sont surtout concentrées dans la collecte de l'information au niveau régional, la publication, les enquêtes, les travaux liés au 3<sup>ème</sup> Recensement Général de la Population (RGPH III) et ceux du DSRP.

Concernant le RGPH III, des résultats provisoires ont été fournies et des enquêtes complémentaires ont été effectuées suivies du Répertoire des villages et de l'Enquête Post Censitaire. Les agents contractuels des SR sont actuellement en activité dans les travaux de saisie et de codification du RGPH3.

Le document relatif à la Situation Economique Régionale de l'année 2003 est déjà élaborée au niveau de presque toutes les Régions.

Au-delà de ces activités, les Services Régionaux participent aux activités des Comités Régionaux de Développement (CRD), surtout dans le cadre des comités

techniques régionaux dans lesquels ils apportent des contributions importantes en données économiques et sociales.

Les Services Régionaux interviennent également dans le cadre de nombreux programmes notamment : Le programme de lutte contre la pauvreté, le plan régional de développement intégré (PRDI), le programme de gestion durable des énergies traditionnelles et de substitution, programme de développement intégré de santé, projet de nutrition communautaire.

Le service de documentation des bureaux régionaux répond également à la demande grandissante en données statistiques des administrations, des chercheurs, des étudiants, des élèves et autres utilisateurs.

# D A K A R

Le présent rapport d'activités de l'année 2004 est articulé autour de trois points :

1. Fonctionnement du service ;
2. Les activités menées par le Service;
3. Les perspectives à court et moyen termes.

## I – Fonctionnement

Au 31 Décembre 2004, le Service Régional de Dakar comptait sept (7) agents dont

- 1 I.T.S., Chef de Service ;
- 1 A.T.S, adjoint ;
- 1 Secrétaire ;
- 1 Chauffeur ;
- 3 Agents d'appui

### I – 2 – Les équipements

#### I – 2 – 1 – Matériel roulant

- Un véhicule 4 X 4 MITSUBISHI PAJERO
- Un moto YAMAHA 125.

#### I – 2 – 2 – Matériel informatique

- Un Micro ordinateur HEWLET PACKARD CELERON, sans lecteur CD ;
- Un micro ordinateur DELL pentium 4 ;
- Un micro ordinateur HEWLET PACKARD pentium 2 ;

#### I – 2 – 3 – Mobilier de bureau

- 2 bureaux demi-ministre ;
- 2 bureaux secrétaire ;
- 3 armoires de rangement (2 battants) ;
- 1 table ordinateur ;
- 1 fauteuil ;
- 4 chaises ;
- 1 climatiseur.

Il faut signaler que le Service Régional de la Prévision et de la Statistique ne dispose ni de téléphone, ni d'internet, éléments indispensables pour le bon fonctionnement du service.

## **II – Activités**

### **II – 1 – Activités internes**

#### **II – 1 – 1 – Situation Economique**

La "Situation Economique et Sociale 2003" de la région de Dakar est déjà disponible sur fichier World, en attendant le grand tirage.

#### **II – 1 – 2 – Codification RGPH III – 2002**

Le Service Régional de la Prévision et de la Statistique a eu à suivre la logistique de mise en place et à héberger l'équipe de codification du troisième RGPH 2002.

#### **II – 1 – 3 – Programme de Comparaison Internationale (PCI)**

Le PCI va lancer un vaste programme de collecte de prix à l'échelle mondiale. En Afrique, tous les pays adhèrent à ce programme dont les opérations de terrain sont prévues au début de l'année 2005.

Ce programme participe au renforcement des capacités des instituts nationaux de statistique en améliorant la couverture du champ d'observation et la formation des cadres.

Au Sénégal, l'ambition du PCI est de collecter les prix sur toute l'étendue du territoire en couvrant aussi bien les zones urbaines que rurales. Mais compte tenu des moyens financiers dégagés pour l'opération et dans le souci d'optimisation, mais aussi pour tenir compte de taux d'encadrement enquêteur/superviseur acceptable, il a fallu faire limiter le champ de l'enquête à cinq régions. Pour le choix de ces régions, le souci principal a été d'assurer une couverture assez large des zones géographiques/écologiques du pays (Zone nord, Zone Sud, Centre et Ouest).

A l'intérieur de chaque zone écologique, les critères utilisés pour le choix des régions sont :

- Situation géographique
- Existence à proximité de la capitale régionale d'une localité rurale ayant un marché hebdomadaire important.

La zone choisie au niveau de la région de Dakar représente la zone ouest dans laquelle la région de Thiès est comprise. Elle couvre la capitale du pays portant le même nom. Son choix est naturel compte tenu du fait que c'est dans cette ville qu'on est à peu près sûr de trouver la plus grande partie des produits de la liste de la comparaison internationale. Dans cette région, les relevés sont prévus dans les communes de Dakar, Pikine-Guédiawaye et Rufisque. La zone rurale sera représentée par le marché rural de la zone de Sangalkam.

## **II – 2 – Activités externes**

### **II – 2 – 1 – Atelier et séminaire de formation**

Le Service Régional de la Prévision et de la Statistique de Dakar faisant partie du Comité technique de l'Agence Régional de Développement (ARD) de Dakar a accompagné durant tout le processus d'exécution du Programme d'Appui aux Régions (PAR) le Conseil Régional de Dakar dans ses différentes phases, qui se sont déroulées de Février à Septembre 2004 :

- + Stratégie régionale de communication, d'information, de formation et de concertation.
- + Production des instruments de planification et d'aide à la décision.
- + Atelier de Finalisation des Plans d'Opération Régionaux (POR), tenu les 6 et 7 Février à Kaolack.
- + Atelier de Planification Stratégique dans la commune d'arrondissement de NGOR : les 19 et 20 Juin 2004.
- + Atelier Technique de lancement des Matrices de comptabilité Sociale des régions, organisé à Tivaouane du 21 au 24 Juin 2004.
- + Atelier Régional de préparation de la mise en œuvre du Programme d'Actions et d'Investissements prioritaires en matière de population : Octobre 2004.
- + Atelier Régional de préparation de la mise en œuvre du Programme Assorti de Délais (PAD) pour l'abolition des pires formes de travail des enfants au Sénégal, tenu les 4 et 5 Novembre à la salle de conférence de la Gouvernance.
- + Atelier de vulgarisation du concept de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) du Plan d'Action de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE), tenu le 21 décembre 2004 à Thiès.

## **II – 3 – Enquêtes, Etudes**

Enquête sur l'évaluation Rapide de la Situation des drogues, de la toxicomanie et du crime au Sénégal dans les régions de Kaolack, Dakar, Thiès, Tambacounda Ziguinchor et la ville de Kolda. Il s'agissait de confectionner un questionnaire sur la base des besoins du Comité, avec un manuel de formation et de procéder à un échantillonnage. L'enquête qui devait être bouclée depuis décembre 2004 est encore en cours d'exploitation, pour des raisons de retard de mise en place du budget.

## **III – Perspectives et Suggestions**

Pour les perspectives à court terme, il serait souhaitable de réfléchir sur la déconcentration de certaines activités aux Services Régionaux de la Prévision et de la Statistique, notamment :

- L'enquête Etat - Civil ;
- L'exploitation du CUCI ;
- Les Comptes régionaux, pour la Comptabilité Nationale.

# **D I O U R B E L**

## **I – Introduction**

Le Service Régional de la Prévision et de la Statistique est chargé de :

- collecter et traiter les données nécessaires pour établir les statistiques sur la situation économique et sociale de la région.
- contribuer, par des travaux statistiques et des études spécifiques, à la connaissance des données économiques, démographiques et sociales de la région.
- diffuser des statistiques et études nationales et régionales dans la région.

Le Service régional compte deux agents. Des progrès remarquables ont été faits ces dernières années pour l'équipement et la logistique.

Les crédits de fonctionnement ont connu également un bond qualitatif pour l'exercice 2004 avec notamment l'inscription des lignes ENTRETIEN et REPARATION et CONSOMMABLES INFORMATIQUES.

Cependant, le local abritant le Service Régional a un besoin très urgent de réfectionnement à défaut de trouver un autre site plus adéquat.

## **II – Les activités menées au cours de l'année 2004**

### **II – 1 – Situation économique et sociale 2003**

Des collectes au niveau des différentes composantes des secteurs socio-économiques ont été faites pour recueillir une masse d'informations. Après dépouillement et traitement des données, la Situation Economique et Sociale 2003 a été élaborée.

### **II – 2 – Projections démographiques**

Le Service Régional a produit en 2004 un document intitulé « Projections démographiques pour la Région de Diourbel de 2002 à 2012 ».

### **II – 3 – Autres travaux effectués en 2004**

- a- Dans le cadre du 8<sup>em</sup> FED, avec le Programme d'Appui aux Régions, le Service Régional de Diourbel a travaillé en partenariat avec des Cabinets d'Etudes pour mener un certains nombre de travaux :

- les Plans Locaux de Développement( PLD) des communautés rurales de DENDEYE GUY GUI et de Touba Fall ( dans le département de M'Backé) ont été réalisés en collaboration avec le Cabinet Synergy Systems G2SY
- Une étude de factibilité des Domaines Industriels de Touba et Diourbel a été faite avec le Cabinet ECRAN ( Etudes Conseils Recherches pour une Afrique Nouvelle)
  - b- Le Service Régional a également pris une part active dans l'élaboration du Plan d'Investissement Communal (PIC) de la commune de Bambey en appui au cabinet d'études CIG ;
  - c- En collaboration avec Enda-Graf, le Plan de Développement Local de Touba M'Boul ( département de M'Backé) a été élaboré ;
  - d- sur demande du Service du Commerce et financement de l'UNICEF, nous avons mené une enquête( de la conception à la publication des résultats) au niveau des établissements scolaires élémentaires pour le Suivi Evaluation de la Consommation de Sel Iodé dans la Région ;
  - e- Le Service Régional a également apporté une contribution remarquable dans l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire ( SRAT).

## **II – 4 – Comité régional de développement et comités technique régionaux**

De par sa nature de Service transversal, la Statistique est membre à part entière de presque tous les comités techniques créés au niveau régional où elle joue un rôle très important.

Au cours de l'année 2004, le Service Régional a pris part à toutes les réunions du CRD et des Comités Techniques.

Le Service Régional assure également le Secretariat de la Cellule Régionale de Suivi Evaluation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

## **II – 5 – Séminaires et ateliers**

Au cours de l'année écoulée, le Service Régional a pris part à plusieurs séminaires et ateliers notamment :

- + l'atelier d'harmonisation des Plans d'Opérations Régionaux( POR) tenu à Kaolack les 6 et 7 Février 2004.L'objectif de cette retraite de travail était de disposer d'une méthodologie pour finaliser les POR.
- + L'atelier de finalisation des POR organisé à Thiès en juin 2004.
- + Atelier de formation sur l'élaboration des Matrices de Comptabilité Sociale et les Modèles d'Equilibre Général Calculable ( MEGC) organisé du 21 au 24 juin 2004 à Tivaouane.

- + Atelier de formation sur les Méthodologies de la Planification Régionale(Diourbel).
- + Atelier régional de finalisation des travaux d'élaboration des composantes régionales du 3<sup>em</sup> PAIP (Diourbel).

## **II – 6 – La demande d'informations**

En 2004, la demande en informations statistiques s'est accrue. Le Service a répondu à diverses sollicitations des autorités administratives et locales mais aussi du secteur privé.

## **III – Conclusion**

Dans le cadre du renforcement des capacités, les agents du service régional souhaiteraient bénéficier des formations continues éventuellement disponibles à la DPS telles que :

- + théorie et pratique des sondages ;
- + en informatique les logiciels EXCEL, SPSS, CSPRO.

Dans un souci d'une bonne communication et d'une harmonisation de ce qui se fait au niveau des services régionaux, il serait heureux d'initier des rencontres périodiques entre les chefs de service et le Directeur. IL serait intéressant aussi d'avoir le compte rendu des réunions de coordination pour information des services régionaux.

# F A T I C K

## I – Introduction

L'année 2004 a été riche et intense pour le Service régional de la prévision et de la statistique de Fatick. En dehors de ses activités courantes, il a eu à participer à des travaux dans divers domaines tels que la pauvreté, la lutte contre le sida et à des renforcements de capacité.

## II – Activités

Un grand nombre d'activités ont occupé le service au courant de l'année 2004. Il s'agit, entre autres, de l'élaboration de la situation économique et sociale de l'année 2003, de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, de l'évaluation des projets AFDS, de la coordination des activités de lutte contre le VIH/SIDA dans la région de Fatick, de la participation à plusieurs séminaires et ateliers et de l'appui à la réalisation de plusieurs études et enquêtes au niveau régional.

### II – 1 – La situation économique

La finalisation de la situation économique de l'année 2003 et son dépôt à la DPS sont intervenus au mois de janvier 2005. Ce retard peut être imputé à une innovation de taille qui a consisté à faire lire le document par des collègues chefs de service au niveau régional. Cette étape de lecture, de recueil des observations et de correction a plus ou moins retardé l'achèvement de la production. Il faut cependant signaler que la collecte, l'exploitation et l'analyse des données ont été terminées en Novembre 2004.

### II – 2 – La mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté

Pour les besoins de la mise en œuvre du DSRP au niveau régional, le service régional a participé du 06 au 07 Février 2004 à Kaolack à une retraite de travail organisée par la CSPLP, avec l'appui de la GTZ.

Cette retraite de travail aura permis aux équipes régionales impliquées dans la mise en œuvre du DSRP (conseils régionaux, services techniques régionaux, les ARD...) d'émettre des avis et observations sur les projets de POR et de procéder à des recommandations pour leur finalisation.

Cependant les équipes régionales impliquées dans la mise en œuvre du DSRP ont besoin d'un appui méthodologique pour finaliser le POR. C'est dans ce cadre que la CSPLP, avec l'appui de la GTZ, a tenu une seconde retraite de travail à Foundiougne les 17 et 18 Mars 2004, regroupant seulement l'équipe régionale de Fatick. Ce qui a permis d'affiner la méthodologie, de s'accorder sur un mode opératoire et de dégager un canevas de travail.

Cet atelier avait entre autres objectifs, d'entamer la traduction en projets bancables l'ensemble des activités contenues dans les POR de chaque région, à soumettre au Ministère de l'Economie et des Finances pour être financés dans le

cadre du PTIP. Ce travail, non achevé à Thiès, devrait être poursuivi par les équipes dans leurs régions respectives.

Dans le cadre de la mise en place de la méthodologie d'élaboration de la matrice de comptabilité sociale, un autre atelier s'est tenu à Tivaouane du 24 au 26 Juin 2004. Le Service régional attend toujours les moyens de réaliser cet ambitieux outil qui pourrait permettre de résorber le gap en matière de données statistiques régionales et de disposer d'indicateurs d'intérêt majeur pour la région.

## **II – 3 – Evaluation des projets et sous projets AFDS**

Dans le cadre de l'appui aux activités de la micro finance, l'Agence du Fonds de Développement Economique et Social (AFDS) a pour objectif d'accroître la possibilité pour les individus ou groupes vulnérables ciblés par le projet, d'accéder au crédit et aux opportunités économiques. Cet appui se traduit non seulement par le soutien aux Structures Financières Décentralisées (SFD) par le renforcement des capacités, mais surtout par le financement d'activités génératrices de revenus (AGR) et la création, dans certains cas, d'associations d'épargne et de crédit (AEC) à la base.

Pour sélectionner les potentiels bénéficiaires de ce financement, le Gouverneur de Région a créé un Comité Régional chargé d'évaluer les dossiers de projets soumis à l' AFDS par les communautés. Le Service régional de la prévision et de la statistique est au cœur de ce comité.

Chaque évaluation se fait en deux phases : une évaluation de bureau (03 jours) et une visite de terrain (02 jours).

L'évaluation de bureau permet de déceler les capacités organisationnelles et de gestion de chaque communauté ou groupe ciblé, en tenant compte notamment du réalisme des documents de projets/sous projets, de la cohérence et de faisabilité des objectifs visés et du plan de renforcement de capacité proposé.

La visite de terrain permet de s'assurer que les aspects suivants sont pris en compte :

- La préparation des projets/sous projets a été faite de manière participative ;
- Les capacités de la communauté ou du groupe pour réaliser son projet/sous projets existent ;
- Le projet/sous projet est réalisable et prend en compte les préoccupations des groupes cibles ;
- Les risques pour l'environnement sont pris en compte et des mesures de protection ont été identifiées ;
- Les besoins de renforcement des capacités sont réellement identifiés et pris en compte dans le document.

Au terme de ces deux missions, le comité, initialement divisé en groupes pour cette fin restitue les résultats des travaux et remet les conclusions sous forme de rapports d'évaluation à l' AFDS.

Le SRPS a participé en 2004 à toutes les 6 sessions d'évaluation et de sélection de projets à Fatick.

## **II – 4 – Coordination des activités de lutte contre le VIH/SIDA**

La région de Fatick a été l'une des toutes premières régions du Sénégal à s'investir dans la lutte contre le Sida, comme l'atteste, du reste, la prompte création de son Comité Régional de Lutte contre le Sida (CRLS) depuis le 30 Décembre 2002 (voir Arrêté n°042/GF), sur la demande du Ministère de la Santé.

Ce comité, fort de 47 membres (y compris le SRPS), est présidé par le Gouverneur de région et est chargé de :

- Assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des activités décentralisées de lutte contre le sida
- Assurer l'interface avec les partenaires nationaux et en développement intervenant dans la région
- Promouvoir le plaidoyer sur les problèmes financiers, politiques, religieux et communautaires.

Ce comité régional a, en son sein, un Comité Technique Restreint (CTR) créé par le même arrêté. Ce comité dont la coordination est assurée par le SRPS, comprend 10 membres.

Pour pouvoir sélectionner les projets au niveau de la région, un Arrêté portant création d'une Commission Régionale de Sélection des projets de lutte contre le sida, portant le numéro 036, datée du 03 juin 2003 a été signé par le Gouverneur de région. Cette commission est composée de 10 membres, dont le SRPS et se réunit sur convocation de son président.

Depuis le premier trimestre de l'année 2004, le SRPS est actif dans ce CTR.

Cela s'est traduit par sa participation à de multiples activités qui sont les suivantes :

- Atelier de sélection des projets de la société civile de la région de Fatick à Thiès du 09 au 13 Février 2004 et notification des résultats aux promoteurs de la région ;
- Atelier d'appui technique, de reformulation et de correction des projets de la société civile retenus, les 04 et 05 Mars 2004 à Fatick, les 29 et 30 du même mois à Foundiougne et les 1er et 2 Avril 2004 à Gossas.
- Préparation des plans d'actions des Secteurs (Ministères déconcentrés) et des Unités de Coordination (CRLS et CDLS) pour la lutte contre le sida
- Validation des plans d'actions des Secteurs et des Unités de Coordination les 27 et 28 Avril 2004 ;

- Remise des premières Conventions aux promoteurs de la région ;
- Elaboration d'un projet de Grilles de supervision ;
- Atelier Revue et Validation des Outils de suivi – évaluation à Mbour (Sally);
- Deux réunions de Coordination du CTR régional ;
- Une réunion de coordination du CRLS ;
- Une visite de terrain aux promoteurs des projets de la société civile et aux unités de coordination dans les 3 départements de la région ;
- Réunion préparatoire de la Revue Annuelle Conjointe (RAC).

## II – 5 – Autres activités

Il y a eu une kyrielle d'autres activités ayant mobilisé le Service régional pendant l'année 2004. Elles ont tourné pour l'essentiel autour de :

- Comités régionaux de développement, des travaux en Commissions techniques (Développement durable, etc.) ;
- Séminaires et ateliers de validation (Surveillance sentinelle, restitution enquête sur les Connaissances, Pratiques et Comportements sur la nutrition des enfants de moins de 5 ans);
  - des assises sur le sel ;
  - Plan d'actions de lutte contre les pires formes de travail des enfants) ;
  - Renforcements de capacité (ACCESS, HI PROJECT).
  - 4<sup>ème</sup> Session Ordinaire du Conseil Régional de Fatick le 10 Décembre 2004 (pour représenter le Gouverneur de Région) ;
  - Installation des antennes régionales des observatoires de la société civile (Aide Transparence et COLUPAS) pour superviser et participer à la mise en œuvre du DSRP et a contribué à l'installation de leurs antennes au niveau régional ;
  - Réponses aux nombreuses sollicitations (élèves, enseignants, chercheurs, collègues, etc,...) en matière de données statistiques.

## III – Conclusion et perspectives

Le SRPS va proposer au Gouverneur de Région la création d'un Comité Régionale de lecture de la Situation Economique Régionale.

Il entrevoit la possibilité de restituer le rapport à l'échelle régionale et départementale, dans un souci d'appropriation du document ;

Certes l'ambition est réelle et la motivation aussi, mais les contraintes ne sont pas en reste. Parmi elles, on note **une absence d'imprimante**. C'est pourquoi, les tirages posent de sérieux problèmes au Service.

# KAOLACK

## I – Introduction :

Le présent rapport d'activités est présenté autour de trois parties :

1. une partie administrative ;
2. Une partie relatant les différentes activités menées par le Service au cours de l'année écoulée ;
3. Une troisième partie retrace la conclusion et les perspectives au niveau du service

## II – Partie administrative

### II – 1 – Composition et organisation

Officiellement, le Service se compose de deux ITS, assisté d'un chauffeur bénévole.

### II – 2 – Gestion des infrastructures et du matériel

#### II – 2 – 1 – Le bâtiment

Le service est composé d'un bâtiment de sept pièces.

#### II – 2 – 2 – Le matériel de bureau

Désignation	Nombre	Observations
Bureau ministre		3 Bon état
Bureau ½ ministre		7 Assez bon état
Table pliante		3 Assez bon état
Table pour téléphone		1 Assez bon état
Table pour secrétaire		1 Assez bon état
Table de travail		3 Assez bon état
Fauteuil		3 Bon état (un refait)
Chaises bourrées		5 Assez bon état (refaites)
Chaises simples		7 Vieilles
chaises pliantes en PVC		10 Mauvais état
Armoire en fer		3 Dont 2 en bon état
Clapets (haut)		3 Assez bon état
Clapets (bas)		2 Assez bon état
Etagère en bois		1 Assez bon état
Etagère métallique		2 Assez bon état
Machine RONEO		1
Machine à écrire		1
Machine à calculer Olivetti		1 Assez bon état
Poste de téléphone		3 Bon état
Climatiseur		1 Assez bon état
Véhicule AD 7907		1 Bon état

## II – 2 – 3 – le matériel informatique

Désignation	Nombre	Observations
Micro ordinateur ACER	1	panne lecteurs et câble d'interface
Onduleur UPSA	1	Non fonctionnel
Imprimante Epson FX 1050	1	Non fonctionnel
Imprimante Epson LX 300	1	Problème de fonctionnement
Micro ordinateur portable	1	Non fonctionnel
Micro ordinateur COMPAQ	1	Acceptable
Micro ordinateur Dell	1	Bon état
Onduleur APC	1	Défectueux
Onduleur APC	1	Bon état
Imprimante DEskJET 870 Cxi	1	De temps en temps, des problèmes de fonctionnement

## II – 2 – 4 – la logistique

Le Service dispose d'un véhicule et de trois motocyclettes et de sept vélos.

## III – Activités

### III – 1 – situation économique et sociale de la région

La situation économique et sociale de la région 2003 n'est pas encore publiée. Des questionnaires ont été confectionnés et déposés au niveau des structures concernées.

### III – 2 – Enquêtes

1. Enquête et développement d'une base de données sur le travail des enfants au Sénégal
2. PCI Afrique – 7<sup>e</sup> édition

Le Chef de Service régional de la prévision et de la statistique échange avec le chef de Bureau des prix, coordonnateur national adjoint. Il est en train de faire le travail demandé, à savoir, compléter le fichier reçu sur les produits en indiquant ceux qui sont disponibles dans la commune de Kaolack avec les points de vente et les adresses.

Le SRPS a proposé Birkelane ou Ndiba Ndiayène ayant d'importants marchés hebdomadaires, non loin de Kaolack et situés le long de routes. Les échanges se poursuivent.

3. Avec le CRDH (Centre de Recherche pour le Développement Humain) il s'agissait de l'enquête initiale, pour l'évaluation de l'impact de l'intervention du programme de renforcement de la nutrition (PRN) en milieu rural dans les régions de Fatick, Kaolack, et Kolda.
4. Avec le Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale, sur les enregistrements des naissances.

5. Avec Polyconsult Ingenierie : enquête sur la mobilité rurale ;
6. Enquête sur la mobilité urbaine
7. Evaluation Rapide de la Situation (ERS) de la drogue, de la toxicomanie, du VIH/SIDA et du crime au Sénégal. Cette enquête est commandité par le Ministre de l'Intérieur.

### III – 3 – Autres activités

Le SRPS a reçu un certain nombre de missions pour ;

- la relance des activités de la base de données économiques, sociales et financières du Conseil régional, dans le cadre du programme d'appui aux régions ;
- la vérification de sacs DR ;
- le contrôle des tableaux et des tablettes du RGPH3 ;
- la cartographie de l'enquête et développement d'une base de données sur le travail des enfants au Sénégal ;

Les autres activités ont aussi concerné celles du Comité Régional de Développement (CRD) et les groupes de travail avec les autorités locales notamment :

☞ PAR (programme d'appui aux régions)

La base de données économiques, sociales et financières est fonctionnelle depuis janvier 2004.

☞ Actualisation du schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT)

Le chef de SRPS était le président de la sous – commission « population et ressources humaines » et a fourni toutes les données demandées. Il a aussi fait une tentative de calculs de TBN, de TBM et de TAN. Certains résultats étaient plus ou moins proches du TBN de 47‰, de l'EDS I ou au taux de 37‰, suivant l'EDS III.

☞ Plan d'urbanisme de référence (PUR) des communes de Gandiaye et de Ndoffane en rapport avec le chef de la Division régionale de l'urbanisme et de l'habitat, commanditaire de données économiques et démographiques, pour les communes de Gandiaye et de Ndoffane ;

☞ Le service a, en outre reçu plusieurs visiteurs essentiellement dominés par ceux qui cherchent des données. Il s'agit de gens de divers horizons professionnels, surtout des élèves et étudiants.

☞ Le SRPS assiste des collègues, des chercheurs, en conseil, en données, en documentation, pour des services Internet (envoi ou réception de courriers), etc.

☞ Le Chef de Service régional de la prévision et de la statistique a participé, avec l'ARD, à une émission de Sud FM « KADDUK DIIWAAN YI », la voix des régions, le 02/09/04, dans le cadre du Programme d'appui aux régions (PAR). C'était sur le thème « DSRP et stratégies régionales de lutte contre la pauvreté ».

☞ Nous avons participé à la rencontre de formation des directeurs régionaux de recherche (superviseurs) à Dakar.

## **IV – Conclusions et perspectives**

Il existe de réelles opportunités pour une meilleure connaissance et un rayonnement de la statistique dans la région et le Service régional, à travers les rencontres, peut en tirer le meilleur parti. A titre d'exemple, les travaux avec le Conseil régional pourraient être étendus aux autres collectivités locales.

# K O L D A

Les activités du Service Régional de la Statistique de Kolda pour l'année 2004 ont été résumées dans les trois parties suivantes :

1. Informations
2. Activités du service
3. Réunions, Ateliers et Séminaires

## I) I – Informations

Le Chef du Service Régional de la Statistique a participé à la réunion d'information du «Groupe d'Initiative des Femmes dans la mise en œuvre du DSRP», le 05 juillet 2004. Lors de sa tournée régionale prévue à cette même date, ce groupe, reconnu parmi les pôles de la société civile, a défini ses objectifs principaux qui sont :

- a. impliquer les femmes sur le processus de mise en œuvre du DSRP ;
- b. mettre en place les antennes régionales ;
- c. planifier des lignes d'action prioritaires par région
- d. jouer un rôle d'alerte dans la réalisation du programme ;
- e. enrichir la base des données des femmes.

Dans cette même lancée, nous avons pris part, le 13 Août 2004, à la mise en place de l'antenne régionale du Collectifs National de la Société Civile pour la lutte contre la Pauvreté au Sénégal (COLUPAS).

Rappelons que ce programme est axé sur la mise en œuvre du DSRP.

Enfin, le Chef du Service de la Statistique a été informé, par monsieur le Gouverneur, de l'Enquête pour une base de donnée sur le travail des enfants, prévue du 25 janvier au 25 avril 2005, au niveau de toutes les régions du Sénégal.

## II – Activités du Service

Durant l'année 2004, le Service a publié la situation économique de l'année 2003.

Par ailleurs, le Service Régional a supervisé l'Enquête sur l'Evaluation rapide de la situation des drogues, de la toxicomanie et de la criminalité au Sénégal ; laquelle enquête est commandité par le Ministre de l'Intérieur.

Le but de cette enquête est de mettre en œuvre des activités adaptées aux nouvelles stratégies initiées par le gouvernement au profit des populations cibles. Ainsi, il est nécessaire de connaître les problèmes de drogue, l'état des structures, et le lien existant entre les IST/SIDA et l'abus des drogues.

Le service a reçu les stagiaires de L' Ecole Nationale d'Administration (ENA) durant la période du 02 au 20 Août 2004. Nous avons abordé l'organigramme de la DPS, la place et le rôle du service régional et les principales activités menées par le service durant les deux dernières années

### **III – Ateliers et séminaires**

Le 23 septembre 2004, nous avons pris part au CRD sur la préparation des journées nationales de vaccination contre la Polio prévue du 08 au 11 octobre.

Il en est de même pour l'atelier tenu à Thiès, les 10,11 et 12 juin 2004, sur les plans d'Opérations Régionaux (POR). Cet atelier avait pour objectifs :

1. d'échanger sur l'état d'avancement du DSRP
2. de passer en revue les Plans d'Opérations Régionaux
3. d'élaborer des dossiers de projets
4. et de formuler des recommandations sur le processus participatif du DSRP.

Nous soulignons également notre participation à l'atelier d'élaboration des matrices de comptabilité sociale, tenu à Tivaoune du 21 au 24 juin 2004. Il s'agissait, pour les participants, de se familiariser avec les méthodes d'élaboration des MCS et MEGC, outils indispensables pour analyser les chocs extérieurs sur la distribution des revenus, l'emploi et la pauvreté.

Par ailleurs, le Service Régional a été convié le 19 octobre à la Restitution du Recensement des Projets, ONG et OCB intervenant dans la région de Kolda.

L'étude, confiée au consultant, Mody SOW, porte sur l'organisation d'échanges avec les différentes structures régionales, en vue de collecter des informations sur les interventions des acteurs.

Comme autre activité, il faut ajouter, en outre, l'atelier d'élaboration des composantes régionales du troisième programme d'actions et d'Investissements Prioritaires qui s'est tenu à l'hôtel Hobbé de Kolda, du 03 au 05 novembre 2004. Ce Programme entre dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Politique de Population du Sénégal. Sous ce rapport, une restitution/validation du document final de synthèse des travaux, le 19 novembre, a fait suite audit atelier. Il est attendu que les Plans d'opération du secteur population compléteront les programmes du troisième PAIP (2005-2009).

Toujours dans le cadre des politiques de Population, le chef du Service Régional de la Statistique a été convié à prendre part au séminaire de sensibilisation sur l'éducation à la vie familiale et en matières de Population, les 22 et 23 décembre 2004 à l'hôtel MOYA de Kolda. Ce Séminaire était organisé par la direction du Projet EVF/EMP, en rapport avec l'Inspection d'Académie

Notre service a participé activement à la synthèse des résultats de l'atelier de restitution du recensement des organisations de la société civile. L'objectif était de valider les résultats du recensement et du système de suivi automatisé des Projets et Programmes. L'atelier avait pour objectifs :

1. de permettre une meilleure connaissance de l'apport des organisations de la société civile (OSC) intervenant dans la région dans la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la .Pauvreté ;
2. de permettre la création d'un tableau de bord pour faciliter le suivi des organisations de la société civile par le comité Régional de suivi – évaluation du DSRP dont le secrétariat est assuré par le Service Régional de la Statistique ;
3. d'identifier les projets éligibles à la Stratégie de Réduction de la .Pauvreté pour le plan d'opérations régional (POR) de 2005

Dès lors, cet atelier, tenu le 29 décembre 2004, a permis de toucher l'essentiel des acteurs du développement local dans le cadre de la Stratégie de Réduction de la .Pauvreté, de présenter le S.S.A et de discuter sur les mécanismes de financement du DSRP.

Parmi les conclusions de l'atelier il a été retenu la mise en place d'une banque de données et la création d'un tableau de bord pour le suivi des activités des Organisations de la Société Civile.

Le service a participé au mois de Septembre à l'atelier d'Informations sur le Programme Casamance organisé par Handicap International et la Fédération Régionale des Associations de Personnes avec Handicap de la région de Kolda .

Handicap International agit et milite pour la restauration des capacités d'agir des personnes en situation de handicap, par l'amélioration des conditions de vie et une plus grande participation sociale.

L'appui à l'insertion sociale des personnes handicapées est effectué par le développement des activités « handisport », le renforcement des capacités d'intervention des associations et groupements de personnes handicapées, l'amélioration de l'accessibilité des services publics, la création d'un réseau d'échange, la sensibilisation aux maladies handicapantes et l'amélioration de l'image de la handicapée, le plaidoyer contre l'utilisation des mines antipersonnel.

En avril 2004 Handicap International a obtenu une lettre d'accréditation de principe de la présidence de la République du Sénégal pour conduire toute opération de lutte anti-mines sur le territoire national.

# LOUGA

## I - Introduction

Le présent rapport fait le bilan des activités menées par le Service Régional de la Statistique de Louga au cours de l'année 2004. On abordera tour à tour les points suivants :

- ✓ Les aspects administratifs et financiers
- ✓ Les activités réalisées et enfin
- ✓ Les difficultés rencontrées et les perspectives

## II - Les aspects administratifs et financiers

### II – 1 – Le personnel :

Depuis l'année 2001, le Service Régional de la Statistique de Louga compte dans son personnel deux agents :

- Un (01) ITS, Chef du service et
- Un (01) ATS chargé de la comptabilité.

### II – 2 – Les crédits alloués

Le budget de l'Etat alloué au service au titre de l'exercice budgétaire 2004 ont été exécutés dans l'ensemble à hauteur de 99 %.

### II – 3 – La logistique

Le service dispose comme matériel roulant d'un véhicule de type MAZDA B2500 en bon état.

Pour le matériel de bureau, on note pour le matériel informatique:

- Un ordinateur P I de 1,5 Go (dotation UNICEF)
- Un ordinateur P IV de 40 Go (dotation DSRP)
- Le service dispose également d'un abonnement Internet ADSL par l'entremise du Contrôle Régional des Finances

### **III – Les activités**

L'année 2004 aura été très prolifique en activités pour le service régional de la statistique de Louga. Aussi, nous aborderons dans ce rapport tour à tour celles initiées par le niveau central puis les activités purement régionales.

Pour les premières, il s'est agi essentiellement des activités liées à la mise en œuvre du DSRP tandis que les secondes ont été marquées par le Programme d'Appui aux Régions (PAR).

Il conviendra également de noter les activités relatives à l'élaboration de la situation Economique et Sociale Régionale qui embrasse d'une manière inédite des matières jamais présentées dans cet ouvrage.

#### **III – 1 – La mise en œuvre du DSRP**

Le Service Régional de la Statistique de Louga a participé à beaucoup d'activités liées à la mise en œuvre du DSRP. Parmi celles-ci, on peut noter les différentes rencontres organisées par la Cellule de Suivi du Programme de Lutte Contre la Pauvreté :

- Séminaire des 06 et 06 février 2004 à Kaolack sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du DSRP et l'élaboration des POR ;
- Atelier du 07 au 09/06/04 à Thiès sur la finalisation des POR et l'élaboration des dossiers de projets prioritaires de la région pour le PTIP.
- Atelier technique de lancement des travaux d'élaboration des MCS et MGEC des régions tenu du 21 au 24/06/04 à Tivaouone.

Le service a eu également à participer d'une manière active dans des activités de la société civile concernant le DSRP parmi lesquelles on peut citer :

- ◆ Mise en place de la cellule régionale du COLUPAS (Collectif de la Société Civile pour la Lutte contre la Pauvreté)
- ◆ Elaboration du plan d'actions des femmes pour le DSRP
- ◆ Mise en place de la cellule régionale des centrales syndicales où le Chef de Service a représenté Mr le Gouverneur pour la clôture des travaux
- ◆ Mise en place de la cellule régionale du CONGAD où le Chef de Service a introduit un sujet à l'ouverture et représenté Mr le Gouverneur pour la clôture de l'atelier

#### **III – 2 – Le programme d'appui aux régions (PAR)**

Les services régionaux ont été choisis par la Région pour la conduite du programme d'activités de cet ambitieux projet de l'Union européenne pour le renforcement de la décentralisation au profit des Régions en tant que collectivité locale. Le Service Régional de la Statistique de Louga a joué un rôle prépondérant dans ce programme.

Le thème « **Étude sur la promotion économique des produits de la région et le suivi des marchés** » s'inscrit dans le cadre de la réalisation d'études économiques confiée au service régional de la statistique par le PAR.

L'objectif général de l'étude est de contribuer à une meilleure connaissance des conditions de production et de commercialisation des différents produits de la région pour promouvoir un développement économique et social.

Les résultats attendus sont les suivants :

1. Présentation des principales ressources et potentialités économiques de la région selon les différentes zones éco-géographiques,
2. Présentation de la situation économique régionale actuelle à travers les différents types d'activités économiques exercées
3. Présentation des différents produits issus de l'exercice de ces activités en montrant les conditions de productions et les circuits de commercialisation empruntés
4. Proposition de stratégies d'amélioration de la productivité économique ainsi qu'une meilleure commercialisation des produits et services.

Par ailleurs, dans le cadre des deux autres activités majeures à savoir l'élaboration du Plan Régional de Développement Intégré (PRDI) et l'actualisation du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT), le service a constitué la pierre angulaire d'abord pour la collecte et l'analyse des données et ensuite au niveau des commissions techniques restreintes chargées des synthèses des travaux des commissions. D'ailleurs, aussi bien pour le PRDI que le SRAT, le service a assuré le secrétariat de la commission population et ressources humaines.

### **III – 3 – La situation économique et sociale 2003**

Les travaux d'élaboration du document ont été menés à terme malgré un léger retard dû aux difficultés de collecte mais aussi au manque d'imprimante.

Le document sur la situation économique et sociale de la région continue de faire l'objet de beaucoup d'intérêts malgré les critiques de certains utilisateurs. Nous avons voulu apporter des innovations avec l'opportunité qui nous a été offerte par la réalisation de l'étude ECOLOC menée dans le département de Kébémér.

Cette étude a permis donc de présenter dans la situation économique édition 2003 un chapitre sur les comptes économiques.

Il faut néanmoins signaler les difficultés rencontrées dans la collecte car certains chapitres manquent de beaucoup de données. C'est le cas pour l'élevage mais surtout la santé où l'obtention des informations pose de réels problèmes. C'est le lieu de solliciter l'intervention des autorités pour que les services de la santé mettent à notre disposition les données nécessaires à l'élaboration de ce document qui sert l'ensemble des acteurs de la région.

### III – 4 – Les autres activités

Le service a également été impliqué dans d'autres activités parmi lesquelles on peut citer :

- Le PEDF dans sa composante régionale le PRDE ;
  - L'élaboration de la contribution régionale de la lettre de politique du développement social et de la solidarité nationale ;
  - L'élaboration des Plans Locaux de développement (PLD) des Communautés Rurales de Ndiagne, Nguer Malal, Pété Ouarack et Barkédji ;
  - Le Chef de service a eu aussi à représenter Mr le Gouverneur à l'atelier de restitution de l'enquête nationale sur « Libéralisme, Patrimonialisme ou Autoritarisme atténuée, variation autour de la démocratie Sénégalaise » de AFRO BAROMETRE tenu le 22 mars 2004 à l'Hôtel Savana
- Par ailleurs, le service a participé à beaucoup d'autres activités relatives à la conduite des affaires de la région notamment à toutes les activités du CRD.
  - On peut signaler également que le service régional de la Statistique a reçu en stage Monsieur Papa Mabèye DIOP, élève ITS en 2<sup>ème</sup> année du Département de la Statistique et de la Démographie de l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée de Dakar. Le stagiaire a travaillé sur l'élaboration de la Situation Economique et sur l'Enquête sur la Promotion des Produits et le Suivi des Marchés.
  - Le Chef du service a aussi participé à un stage sur l'élaboration des comptes économiques locaux tenu à Ouagadougou (Burkina Faso) du 29 mars au 09 avril 2004

Enfin, à signaler le Service Régional de la Statistique dispose maintenant d'une connexion Internet haut débit avec l'Adsl grâce à un abonnement pris en charge par le Contrôle Régional des Finances de Louga

## IV – Les difficultés rencontrées et les perspectives

### IV – 1 – Les difficultés rencontrées

Les principales difficultés que l'on pourrait noter ici seront de différents ordres :

- Le renforcement en personnel longtemps réclamé demeure encore une nécessité. Le service ne dispose que de deux agents qui arrivent difficilement à satisfaire le travail. En outre, le service ne dispose toujours pas de chauffeur pour le véhicule ni de gardien ;

- Le relèvement de certaines rubriques dans le budget 2005 notamment les fournitures de bureau, le carburant, l'entretien de véhicules et consommables informatiques ;
- La dotation d'une imprimante.

## IV – 2 – Les perspectives

Comme à l'accoutumée, pour cette année 2005, nous aurons pour ambitions de mener plusieurs activités dans le seul dessein d'essayer de satisfaire les besoins locaux en matière de données économiques et sociales, mais aussi les autres sollicitations qui émanent de diverses horizons.

Certains projets sont déjà en gestation :

- ✂ La réalisation des monographies des communes figure parmi les activités pour lesquelles nous comptons nous investir. En fait, il s'agira plutôt de profils socioéconomiques de ces collectivités locales. Nous souhaitons nous en entretenir avec les Présidents des Conseils municipaux. Les termes de références leur seront présentés et nous attendons leur participation ainsi qu'un appui de la DPS.
- ✂ La Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et d'Artisanat avait souhaité qu'un projet de protocole pour le recensement général des commerçants et entreprises commerciales lui soit soumis à la suite d'une initiative de nos services dans cette direction. Ce projet est en cours de finalisation et sera présenté aux autorités consulaires dans les semaines à venir.
- ✂ Dans le cadre de la présentation des données des enquêtes nationales au niveau local, un projet pour l'exploitation et l'analyse des données de l'ESAM II sera soumis à la DPS. Un financement sera sollicité auprès du Programme de Lutte Contre la Pauvreté par le biais de la DPS à qui nous demandons d'appuyer cette demande. Le protocole de recherche sera présenté prochainement à Monsieur le Directeur.
- ✂ Enfin, l'élaboration de la Situation Economique et Sociale Régionale édition 2004 occupera comme d'habitude une place de choix dans le programme d'activités du Service Régional de la Statistique de Louga.

# M A T A M

## I – Introduction

Créé en octobre 2002, le Service Régional de la Prévision et de la Statistique de Matam est l'antenne régionale de la Direction de la Prévision et de la Statistique.

C'est suite à l'érection du département de Matam comme onzième région du Sénégal, en Février 2002, que la DPS a implanté un répondant dans cette localité à l'instar des dix autres régions du pays .

Le présent rapport annuel d'activité est le troisième du genre présenté par le Service Régional. Il sera axé sur l'équipement du service, les activités menées au cours de l'année 2004 et enfin les perspectives.

## II – Equipement

### II – 1 – Le personnel

Depuis sa création, le personnel se résume à un seul agent de grade ITS , chef du Service Régional.

### II – 2 - Le matériel Roulant

Il est constitué d'un véhicule 4 x 4 Pajero en assez bon état acquis lors du RGPH3 de décembre 2002.

### II – 3 - Le matériel Informatique

Il est composé d'un micro-ordinateur de marque DELL muni de lecteur CD et d'une imprimante HP LASERJET 1200 SERIE. Dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP la Cellule Nationale de lutte contre la pauvreté a doté le service d'un deuxième micro-ordinateur.

### II – 4- Le mobilier de bureau

Le Service régional a reçu le 16 septembre 2004 de la part de la DMTA une partie de son mobilier de bureau constitué de :

- 3 Meuble de rangement à 2 éléments
- un climatiseur de 1,5 cv
- 4 chaises visiteurs
- 2 fauteuils

Il reste à réceptionner au niveau de la DMTA une moquette et 3 bureaux dont un bureau ministre et 2 bureaux -demi ministre.

Le service ne dispose en outre pas de téléphone malgré toutes les initiatives prises par le chef de service.

### **III – Les activités**

Elles se résument aux tâches suivantes :

Le service a reçu une mission de la DPS chargée de vérifier les sacs de DR du RGPH3 notamment l'état des questionnaires, le nombre de sacs, le classement des sacs de DR par communauté rurale en vue de l'acheminement vers Dakar.

L'élaboration de la Situation Economique et sociale régionale, édition 2003 dont la collecte de données, la rédaction, la confection et la diffusion s'est achevée en Novembre 2004.

Tenue de l'atelier de validation et de partage dans le cadre de l'élaboration du PRDI qui a eu lieu du 16 au 19 février 2004 à la case foyer de Matam. En effet, le Service Régional de la Prévision et de la statistique (SRPS) a été coopté pour faire parti de la cellule technique chargée de piloter et de superviser l'élaboration du Plan Régional de Développement Intégré (PRDI) de la région. A cet effet, il est tenu de participer aux réunions convoquées par le président du conseil régional, président de la dite cellule.

Séminaire atelier de finalisation des Plans d'Opération régionaux (POR) qui a lieu à Kaolack (Hotel le Ralai ) les 6 et 7 février 2004.

Atelier sur les POR dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP 0 Thies les 7, 8 et 9 Juin 2004 ( Centre forêt ).

Séminaire sur la Matrice de comptabilité sociale tenu à Tivaoune du 21 au 24 juin 2004.

Atelier sur l'élaboration du 3ème Programme d'actions et D'investissements Prioritaires en matière de Population ( PAIP) Matam les 2, 3 et 4 Novembre 2004.

Elaboration de banque de projets prioritaires pour les besoins du Forum pour le Développement de Matam ( FODEMA) prévu en fin Mars 2004;

Le SRPS participe mensuellement aux réunions des chefs de service convoquées par le Gouverneur de la région avec pour objectif de suivre et d'évaluer les missions ou activités assignées à chaque service ;

Le SRPS est membre du CRD et est donc tenu de participer aux Réunions convoquées par le Gouverneur ;

## IV – Perspectives

A l'instar des autres services régionaux de la Prévision et de la statistique , celui de Matam est membre du comité régional de pilotage et de suivi évaluation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté . Il doit à cet effet réaliser un certain nombre de travaux comme le calcul et le suivi des indicateurs retenus dans le cadre du DSRP ainsi que les travaux de secrétariat qui lui sont confiés dans le cadre du comité de suivi.

Le service a aussi l'ambition d'élaborer un bulletin semestriel des prix à la consommation et si possible d'observer les prix pratiqués dans certains des nombreux marchés hebdomadaires (LOUMAS) au nombre de seize qui existent dans la région.

Par ailleurs le service a l'ambition de fournir le maximum de données dont la nouvelle région a tant besoin pour relever le défi du développement.

Le service régional envisage, à moyen terme, de se doter de TELEFAX ainsi que du précieux outils de communication qu'est INTERNET afin de réduire la distance qui sépare Matam de Dakar. En effet, il n'existe pas de Cyber-café<sup>2</sup> à Matam et quelques rares services sont connectés au NET ce qui rend difficiles les communications entre le Service Régional et la DPS surtout en cas d'urgence.

# ST. LOUIS

## I – Introduction

Le Service Régional de la Statistique est chargé entre autres de :

- collecter auprès des services et structures de la région des données socio-économiques.
- traiter, analyser et publier ces données en tenant compte des besoins et préoccupations des utilisateurs de la région et d'ailleurs ;
- appuyer administrativement, techniquement et socialement toutes les activités que la Direction de la Prévision et de la Statistique initie dans la région ;
- participer activement aux efforts de développement de la région.

Ce présent rapport tentera d'évaluer les efforts consentis tout au long de l'année 2004 par rapport à cette lettre de mission pré-citée autour de deux points :

1. Activités du Service Régional de la Prévision et de la Statistique (SRPS)
2. Problèmes et perspectives

## II – Activités du Service

### II – 1 – La situation économique

La mise à jour des données statistiques pose toujours problèmes car les services techniques ne tiennent pas correctement leurs statistiques. Des incohérences sont çà et là décelées dans leurs rapports, sources de collectes. Des services bien structurés tels que ceux de la santé et de l'éducation sont malheureusement dans le lot. Pour pallier à ce manquement un prototype de questionnaires annuels qui permettrait un suivi correct d'indicateurs d'impact leur a été distribué pour alimenter les données servant à l'élaboration du document de la situation économique et sociale de la région.

Il faudra retenir que le document de la situation économique est fouillé que dans sa partie démographique. L'une des explications c'est que la plupart des utilisateurs voudraient des données désagrégées jusqu'au niveau collectivité locale, ce que malheureusement nous ne pouvons faire. La seule variable désagrégeable jusqu'à ce niveau c'est la démographie.

### II – 2 – Activités avec les services régionaux

#### II – 2 – 1 – Activités avec l'ARD

Le Comité Technique (CT) restreint de l'Agence Régional de Développement (ARD), composé de l'ARD, du Service Régional de la Prévision et de la Statistique, du Service Régional de la Planification, du Service Régional de l'Expansion Rurale (SRER) et du Service Régional de l'Aménagement du Territoire a continué tout au long de l'année d'exécuter la lettre de mission qu'il s'était assignée à savoir

- mise en place d'un Système d'Informations Géographiques (SIG)
- mise en place d'une Banque de Données Socio-économiques (BD)
- mise à jour du Programme Régional de Développement Intégré (PRDI) en tenant compte de la nouvelle région de Saint-Louis.

En plus de cette lettre de mission, le CT a accompagné l'ARD et les collectivités locales concernées à élaborer leur Plan d'Investissement Communal (PIC). Il s'agit des communes de Dagana, Golléré, Ndioum, Niandane et Rosso-Sénégal.

Le CT a également aidé la Communauté Rurale de Mpal à finaliser son Plan Local de Développement (PLD) dont le SRPS a joué un rôle essentiel, sanctionné par une lettre de félicitation.

Indépendamment des activités du CT, le SRPS a appuyé l'ARD en amont et en aval de l'enquête socio-économique de la région de Saint-Louis dont l'objectif est de confectionner des tableaux de bord de toutes les collectivités locales régionales.

Le SRS a pris en charge intégralement l'échantillonnage. La base de l'échantillonnage est fournie par le Recensement Général de la Population et de l'Habitat., composée des Districts de recensement (DR), du nombre de concessions, du nombre de ménages, de la population et du répertoire des villages. L'unité d'observation est le ménage. Ainsi, 1500 ménages sont enquêtés, répartis sur les 25 collectivités locales que compte la région.

## **II – 2 – 2 – Activités avec les autres services**

Le SRPS a également appuyé techniquement les services qui ont fait la demande, aux travaux de conception de questionnaires et de collectes de données. Parmi eux on cite : la santé, l'éducation, l'ONG Diapanté, le Plan Sénégal et l'ASBEF.

Les étudiants de l'Université Gaston Berger sollicitent régulièrement le SRPS pour la collecte et l'analyse des données servant à la rédaction de leur mémoire

L'Université Gaston Berger a sollicité le SRPS pour présenter les statistiques régionales et définir une articulation DSRP et pauvreté au niveau des communes lors du Colloque International Campus dont le thème est intitulé : « Villes\_Institutions\_Développement territorial ».

Le SRPS a été invité à participer à la conférence sur le thème : « Biodiversité au Service de la Sécurité Alimentaire »

Le SRPS en relation avec la Préfecture du département de Saint-Louis a participé à la formation de préparation des élections de la représentativité syndicale.

Participation aux différentes journées nationales (de la population, de l'arbre, de l'eau de l'alphabétisation).

## **II – 2 – 3 – Ateliers et séminaires**

Outre les CRD ateliers, le service a pris part à beaucoup de séminaires dont les plus importants sont :

- atelier de partage et de restitution du Programme d'Appui aux Groupes Vulnérables pour la Lutte contre la Pauvreté du Ministère de la Famille du Développement Social et de la Solidarité Nationale.
- Atelier de diagnostic intitulé : Etude sur la Réorganisation de la Production Riz, organisé par la Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques du Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique
- Présentation des résultats du Système d'Information Géographique (SIG) de l'ARD dans le cadre du Programme d'Appui aux Régions (PAR)
- Atelier d'élaboration du Plan d'Action Régionale pour le Développement des Mutuelles de Santé à Base Communautaire.
- Atelier régional sur « le Pilotage de la Formation Agricole et Rurale dans la Vallée du Fleuve Sénégal »
- Séminaire de Sensibilisation sur les Centres Départementaux d'Assistance pour la Femme (CEDAF)
- Séminaire d'élaboration du 3<sup>ème</sup> Programmes d'Actions et d'Investissements prioritaires en Population (PAIP) de la région de Saint-Louis
- Séminaire de validation du 3<sup>ème</sup> Programmes d'Actions et d'Investissements prioritaires en Population (PAIP) de la région de Saint-Louis
- Séminaire de mise en œuvre du Programme de Lutte contre les Pires Formes de Travail des Enfants avec Le Bureau International du Travail (BIT)
- Atelier de partage et de validation du Programme quadriennal 2005-2008 de l'ONG DIAPANTE intitulé : « Accès des plus démunis aux Services de Base, renforcement du dialogue social et développement des économies locales ».
- Atelier de lancement du Projet intitulé : « Initiative Communautaire et Partenariat pour la Lutte contre la Malnutrition en milieu communautaire (ICPLM » dans du Programme de renforcement Nutritionnel (PRN) »
- Atelier de lancement de Planification Régionale du Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté (PAREP)
- Atelier de sensibilisation des décideurs et leaders d'opinion au niveau régional initié par le Bureau exécutif du PRN.
- Atelier de restitution des résultats de l'enquête nationale sur la Démocratie, la Bonne Gouvernance et la Citoyenneté au Sénégal.

- Atelier Régional sur le Développement durable ;Articulation DSRP/Développement Durable

## **II – 3 – Autres activités**

### **II – 3 – 1 – Activités liées à la Gouvernance**

Le SRPS a accompagné le gouverneur de la région de Saint-Louis dans différentes missions de tournées économiques et visites aux autorités religieuses.

### **II – 3 – 2 – Implication du SRPS**

Le SRPS est membre de différents comités dont :

- Le Comité Technique restreint et élargi de l'ARD ;
- Le Comité Régional de Suivi des activités du Programme de Renforcement de la Nutrition (PRN) ;
- Le Comité Régional chargé de la préparation de l'Organisation de la 23<sup>ème</sup> édition de la Quinzaine Nationale de la Femme.
- Comité Technique permanent chargé de la Réactualisation du Plan Régional de Développement Intégré (PRDI)
- Le Comité Régional de Lutte contre le Sida ;
- Le Comité Régional du Projet Crédit pour les Femmes ;
- Le Comité Régional Intersectoriel de Lutte contre le Travail des Enfants ;

En raison de son caractère transversal, le service accueille en moyenne 4 visiteurs par jour. La plupart de ces visiteurs sont des touristes, élèves et étudiants.

Le SRPS a souvent répondu favorablement aux cours-séminaires, sur la planification territoriale décentralisée, organisés les mercredi à l'université de Saint-Louis par le Groupe Interdisciplinaire de Recherche pour l'Appui à la Planification Régionale et au Développement Local (GIRARDEL)

Le Chef du SRPS est nommé président du Comité ad hoc de l'Amicale des Membres du Conseil Régional de Développement (CRD). Il a pour mission de redynamiser le CRD qui n'est plus fonctionnel depuis des années. Cette fonction permet au chef de service de participer à beaucoup d'activités dans la région de saint-Louis.

Le Chef du SRPS a été nommé Président du Bureau de Vote en ce qui concerne les élections Consulaires

Le Chef du SRPS a été nommé Secrétaire du Bureau de Vote en ce qui concerne les élections des Chambres de Métiers

## **II – 4 – Activités liées à la DPS et au DSRP**

### **II – 4 – 1 – Activités liées au DSRP**

Le service a joué pleinement son rôle de point focal régional du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Pour toutes les questions liées à la pauvreté, le SRPS est interpellé. A cet effet le chef du service du SRPS a participé aux actions suivantes :

- président de l'atelier de la mise en place de la cellule régionale de la Lutte Contre la Pauvreté de la Société Civile pour le compte du COLUPAS ;
- président de l'atelier de la mise en place de la cellule régionale de la Lutte Contre la Pauvreté de la Société Civile pour le compte de la FAFS
- président de l'atelier de la mise en place de la cellule régionale de la Lutte Contre la Pauvreté de la Société Civile pour le compte de l'AFAO.
- Conférencier lors de la rencontre des Enfants et jeunes travailleurs du Sénégal sur le thème : « Prise en charge des enfants dans le DSRP »
- Chargé d'une communication sur la mise en œuvre du DSRP dans le cadre de l'atelier de lancement du PAREP.

Le SRPS a participé aux différentes rencontres organisées par la Cellule de Suivi du Programme de Lutte Contre la Pauvreté à savoir :

Retraite de travail sur les Plans d'Opération Régionaux (POR) du DSRP à Kaolack ;

Finalisation des POR à Thiès et Formation sur un modèle de rédaction des projets issus des POR ;

Formation à Tivaouane sur les travaux d'élaboration des Matrices de Comptabilité Sociale (MCS)

## **II – 4 – 2 – Activités liées à la DPS**

Le Service a reçu la mission composée de cartographes chargés de vérifier tous les sacs des Districts de Recensement (DR) en vue de les acheminer à Dakar pour les faire subir un traitement informatique.

Après vérification, le service a acheminé à la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) tous les sacs de DR.

## **III – Conclusion et perspectives**

Le SRPS réitère la demande de l'exercice 2003, à savoir la formation du personnel aussi bien en informatique bureautique qu'en techniques de traitement et d'analyse des données. Les données de l'Enquête Etat Civil dorment dans les ordinateurs sans qu'on ait la possibilité de les exploiter tout simplement parce que le logiciel CSPRO nous est inconnu.

Ceci pour répondre aux multiples sollicitations des services régionaux. En effet, la décentralisation, mise en œuvre par le Gouvernement impose une autonomie dans la décision et dans l'exécution des programmes statistiques régionaux et paradoxalement, les agents ne sont pas si outillés pour faire face à

certaines demandes techniques. Cela veut dire que demain, quand l'Agence sera mise en place, tous les chefs de services régionaux actuellement en service disparaîtront au profit de ceux qui sont mieux outillés et ce sera dommage pour l'expérience.

Le SRPS sans se singulariser, estime que la DPS doit pouvoir prendre en compte dans le budget d'investissement le chauffeur du véhicule de fonctionnement et le personnel d'appui, soumis aux mêmes contraintes de travail que les agents permanents.

La mise en place de l'Agence Nationale de la Statistique nécessite des mesures d'accompagnement. Parmi ces mesures on peut citer :

- doter à chaque bureau un ordinateur PC pour répondre à l'objectif : un agent un ordinateur. Cela renforcerait la qualité du service au niveau régional.
- Recycler le personnel
- doter aux SRPS suffisamment d'imprimantes, ce qui manque aux services régionaux. Le constat est qu'aujourd'hui aucune imprimante ne fonctionne.
- Doter aux SRPS des climatiseurs pour la double mission de préserver le matériel informatique et de mettre les agents dans des conditions optimales de travail.

# T A M B A C O U N D A

## I – Introduction

L'année 2004, a été un prolongement des activités du service régional de la Prévision et de la Statistique de Tambacounda tant sur la plan de la continuité de la gestion et compilation des statistiques courantes que sur le plan de la réponse apportée aux nombreuses sollicitations des administrations publiques régionales des projets et des ONG.

Les nombreuses convoitises dont la région de Tambacounda fait objet, conjuguées au dynamisme de la Direction mère (DPS), ont entraîné en 2004 un flux très important d'usagés au Service régional de la Statistique de Tambacounda.

Entre autres facteurs explicatifs, il faut souligner que les Investisseurs, les porteurs de projets, les initiateurs de programmes et les Chercheurs, sont de nos jours, de plus en plus convaincus que les meilleurs argumentaires se construisent sur la base d'informations chiffrées, quantifiées et rigoureusement scientifiques.

## II – Bilan des activités

Le Bilan des Activités en 2004 est articulé comme suit :

- + La Gestion de la Banque des données ;
- + La Publication de la Situation Economique Régionale de 2004 ;
- + La Supervision de l'enquête de prévention des IST-SIDA chez les jeunes et des femmes dans la communauté rurale de Bélé ;
- + L'enquête sur l'évaluation rapide de la situation des drogues de la toxicomanies du crime et du VIH –SIDA dans la région de Tamba ;
- + L'Elaboration du Projet d'Evaluation du sel iodé à travers le système scolaire pour le Service régional du Commerce ;
- + La Participation à la Journée mondiale de la Population ;
- + Les travaux d'élaboration du 3em PAIP en matière de Population ;

### II – 1 – Les travaux du DSRP :

- + Atelier de KAOLACK sur l'élaboration des Plans d'opération ;
- + Atelier de THIES sur la finalisation des Plans d'opération des régions ;
- + Atelier régional pour la Finalisation de la matrice du Plan d'action régional de Tambacounda et la traduction de certaines actions du POR en dossier de projets ;
- + Atelier de Tivaouane sur le lancement de la Matrice de Comptabilité sociale ;
- + Atelier de restitution du recensement des Organisations de la société Civile dans la région de Tambacounda. ;
- + Atelier régional du CONGAD sur le DSRP à Tambacounda
- + Atelier régional du COLUPAS sur le DSRP Tambacounda

## **II – 2 – La participation régionale**

Le Service régional de la Prévision et de la Statistique de Tambacounda a participé à tous les travaux du CRD ( Comité régional de Développement) ,les CRD spéciaux ,les travaux de Commissions et les Cérémonies présidées au niveau de la région par les Autorités régionales.

### **II – 2 – 1 – Gestion de la Banque des Données**

Dans le cadre de la gestion de la banque des données , qui constitue une tâche quasi quotidienne, le service régional de la Statistique a répondu aux nombreuses interpellations et sollicitations des usagers du service public.

Tous ces différents Usagers ont été satisfaits à temps réel soit par téléphone, soit par une séance de travail.

Les informations livrées concernent :

- les informations économiques sur l'économie régionale
- les informations sur les caractéristiques de la population régionale-RGPH2
- les informations sur les données issues des Enquêtes nationales

Entre autres usagers du service on peut noter :

- Les services régionaux et départementaux de Tambacounda
- Les Collectivités locales (Communes ,Conseil régional et Communautés rurales)
- Les Agences régionales ( la SONATEL et la SDE )
- les Agences régionales de développement de Tamba,Bakel et Kédougou
- Les Projets ,Programmes ,ONG, GIE et Associations
- Les Consultants des Bureaux d' Etudes , les Elèves et Etudiants.

### **II – 2 – 2 – La Publication de la situation économique régionale de 2004**

L'édition 2004 de la « Situation Economique Régionale »de Tambacounda a été élaborée et publiée . Ce document a été ensuite diffusé auprès des différentes administrations publiques régionales.

Les chapitres traités concernent la démographie, l'éducation, la santé, l'Hygiène, l'assistance des sapeurs pompiers, l'élevage, la justice, l'hydraulique urbaine, l'agriculture, les transports routiers et l'environnement.

### **II – 2 – 3 – La Supervision de l'enquête de prévention des IST-SIDA chez les jeunes et des femmes dans la communauté rurale de Bélé**

Le CRD (Comité régional de développement) de Tambacounda a confié au Service régional de la Prévision et de la Statistique la supervision de cette importante enquête réalisée par l'APAPS en relation avec le Réseau africain de Recherche sur le

Sida. Cette enquête s'inscrit dans le cadre du Projet de prévention du VIH-SIDA en milieu rural, précisément dans la communauté rurale de Bélé située dans le département de Bakel, site choisi par le CRD. Cette enquête a été réalisée au mois de mars et avril 2004 et a été restituée par l'APAPS le 30 Aout 2004. Le but du projet est de contribuer à maintenir le taux de séroprévalence du SIDA à un niveau relativement bas c'est -à- dire inférieur à 2%.

Entre autres objectifs spécifiques du projet, il s'agissait de mesurer la prévalences des IST et VIH/SIDA dans cette zone rurale, de mesurer l'ampleur des comportements sexuels à risque parmi les jeunes et les femmes, d'élaborer et de mettre en œuvre des activités d'IEC prenant en compte les facteurs socio-culturels et les pratiques sexuelles en vigueur..

#### **II – 2 – 4 – L'enquête sur l'évaluation rapide de la situation des drogues, de la de la toxicomanies, du crime et du VIH –SIDA dans la région de Tamba.**

Dans le cadre de cette enquête spéciale dite enquête d'évaluation rapide de la situation des drogues, qui s'est déroulée du 25 Octobre au 31 Décembre 2004, le Chef du service régional de la statistique de Tambacounda a été désigné par le Gouverneur de la région comme Directeur régional de recherche. Cette étude a été commanditée par le Comité interministériel de lutte contre la drogue présidée par le ministre de l'Intérieur en relation avec l'OICS (Organe international de Contrôle des Stupéfiants).

L'objectif visé était de faire le point, de façon fiable, sur l'ampleur et les caractéristiques de la situation des drogues et de la toxicomanie dans la région de Tambacounda.

Cette étude a utilisé deux types de questionnaires pour la collecte des données primaire et la collecte des données secondaires. Après la phase de collecte, le service a fait une exploitation sommaire des données qualitatives et des données quantitatives pour en saisir les grandes tendances, ensuite les documents ont été acheminés au comité interministériel pour une exploitation beaucoup plus exhaustive.

#### **II – 2 – 5 – L'Elaboration du Projet d'Evaluation du sel iodé à travers le système scolaire pour le Service régional du Commerce .**

Dans le cadre de la lutte contre les TDCI (Troubles dus à la carence en iode), le comité régional de coordination du contrôle du sel iodé a confié au service régional de la Prévision et de la Statistique, l'Elaboration d'un Projet d'Evaluation du sel iodé consommé par les ménages à travers le système scolaire régional de Tambacounda . Cette étude a pour objectif de tester la teneur en iode du sel consommé par 15081 ménages à travers le système scolaire de la région .

#### **II – 2 – 6 – La Participation à la Journée mondiale de la Population**

Dans le cadre de la journée nationale de la Population du 11 Juillet 2004, Le Service régional de la Prévision et de la Statistique de Tambacounda a participé activement à tous les travaux retenus sur l'agenda . Il a par ailleurs fait un Exposé sur les déterminants de la Pauvreté dans la région en relation avec les objectifs stratégiques du DSRP.

## **II – 2 – 7 – Les Travaux d'élaboration du 3e PAIP en matière de population**

Dans le cadre du COREPORH (comité régional de la population et des ressources humaines), le service a participé à l'élaboration des projets régionaux à proposer au 3e Programme d'action et d'investissement prioritaire en matière de Population.

## **II – 2 – 8 – Les travaux du DSRP**

### **II – 2 – 8 – 1 – Atelier de KAOLACK sur l'élaboration des Plans d'opération des régions**

Dans le cadre de mise en œuvre du DSRP ,le Service a participé à l'atelier de Kaolack du 6 au 7 Février 2004.Cette retraite de travail organisée par la Cellule de suivi du PLCP a regroupé les représentants des Conseils régionaux, les Services techniques régionaux et les ARD. Cet atelier avait pour objectif de recueillir les avis,les observations et les recommandations sur la réalisation des POR

### **II – 2 – 8 – 2 – Atelier de THIES sur la finalisation des Plans d'opération**

Dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP,le service a participé du 7 au 9 juin à Thies à l'atelier pour la finalisation des POR et de préparation des dossiers de projets . Cet atelier avait entre autres objectifs : d'échanger sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du DSRP, de passer en revue les différents plans d'opérations régionaux,d'élaborer des dossiers de projets et de formuler des recommandations sur le processus participatif de la mise en œuvre du DSRP.

### **II – 2 – 8 – 3 – Atelier régional pour la Finalisation de la matrice du Plan d'action régional de Tambacounda et la traduction de certaines actions du POR en dossier de projets**

Dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP,et conformément aux recommandations du séminaire de Thies , le service régional de la Statistique a organisé un atelier pour finaliser la matrice du Plan d'action régional . Cet atelier s'est tenu le 17 Juin 2004 dans les locaux de l'Antenne départemental de l'ARD . Les participants (cinq services régionaux) ont élaboré le dit document qui a été transmis à la cellule de suivi du PLCP à Dakar.

### **II – 2 – 8 – 4 – Atelier de TIVAOUANE pour le lancement des Matrices de Comptabilité sociales.**

Dans le cadre du système de suivi évaluation pour la mise en œuvre du DSRP, le service a participé a cet important atelier qui s'est tenu à TIVAOUANE du 21 au 24 Juin 2004. A la suite de l'objectif général qui consistait à aider chaque région à élaborer sa propre matrice de comptabilité sociale,l'atelier se proposait de faire l'état des lieux de l'ensemble des sources d'information disponibles au niveau régional,de définir les besoins en information,d'identifier les méthodes d'estimation et

d'extrapolation, d'apprécier les flux interrégionaux et d'identifier les activités complémentaires à mener avec un chronogramme précis.

#### **II – 2 – 8 – 5 – Atelier de restitution du recensement des Organisations de la société Civile dans la région de Tambacounda.**

Le Service a participé à l'atelier de restitution du recensement des OSC évoluant dans la région de Tambacounda tenu le 21 octobre 2004 au conseil régional. Cet atelier a été animé par le Consultant qui avait été mandaté avec la participation des représentants de la cellule de suivi du PLCP qui ont fait une présentation du système de suivi Automatisé des Projets du Sénégal .

#### **II – 2 – 8 – 6 – Atelier régional du CONGAD sur le DSRP à Tambacounda**

Le service a participé à l'atelier régional du CONGAD tenu à Tambacounda dans le cadre de la sensibilisation sur le DSRP et a fait une contribution sur les déterminants de la Pauvreté dans la région.

#### **II – 2 – 8 – 7 – Atelier régional du COLUPAS sur le DSRP Tambacounda**

Le service régional de la Statistique de Tambacounda a largement contribué à la tenue de cet atelier et au choix des représentants du COLUPAS dans la région.

### **III – Perspectives pour 2005 et conclusion**

#### **III – 1 – Perspectives**

Dans le cadre de ses attributions permanentes le Service régional de la statistique de Tambacounda continuera à répondre aux nombreuses sollicitations des différents usagers (Investisseurs, Porteurs de Projets, Initiateurs de GIE, Etudiants, etc.

Le Service régional de la Statistique de Tambacounda poursuivra la collecte des informations pour la mise à jour de sa banque de données et pour la réalisation de « la Situation économique régionale de 2005 ».

Le Service régional de la Statistique , en relation avec le Service régional du Commerce et l'Inspection d'académie de Tambacounda réalisera l'Enquête d'évaluation du sel iodé dans les ménages à travers le système scolaire.

Dans le courant de 2005 le service compte réaliser deux publications supplémentaires :

- la Monographie de la Commune de Tambacounda
- le répertoire régional des Routes répertoriées et non répertoriées de la région de Tambacounda (avec les distances entre les différentes localités).

### **III – 2 – Conclusion**

Certes, on assiste de plus en plus à une intensification des activités du Service régional de la Prévision et de la Statistique avec la diversité de ces attributions régulières de Collecte des données, de production des statistiques courantes , de publication de la situation économique régionale et de coordination des enquêtes.

Cependant, ,avec un renforcement de ses ressources humaines en matière de collecte, le service régional pourrait avoir également des relations verticales fonctionnelles avec les Divisions et les Bureaux de la Direction mère pour une meilleure collecte et dissémination de l'information à la base.

Il y'a également que la mise en place de SIG ( système d'information géographique) et la réalisation d'une matrice de comptabilité sociale contribueraient efficacement à répondre à la forte demande de statistiques locales et désagrégées au niveau des Communautés rurales.

# THIÈS

## I – Introduction

L'année 2004 est marquée par diverses activités : la Situation Economique Régionale 2003, le lancement de la collecte pour 2004, des séminaires de vulgarisation du DSRP, les travaux de finalisation de la mise à jour du PRDI (Plan Régional de Développement Intégré), du plan régional de lutte contre le Sida, du plan régional d'aménagement du territoire, les opérations d'enquête, en vue de la confection du Plan d'urbanisme de la Commune de Thiès. D'autres activités telles que des réunions, séminaires etc. ont été aussi importantes en 2004

## II – Les activités

Les activités sont essentiellement : « la Situation Economique Régionale 2003 , la préparation de la collecte de données pour 2004 », les travaux d'animation d'ateliers pour la vulgarisation du DSRP pour le compte des Groupements de femmes, de jeunes, d'opérateurs économiques, des ONG, du Mouvement de productions catholiques etc.

### II – 1 – La situation économique régionale

Sous l'autorité du Gouverneur, les opérations de collecte se sont bien déroulées, malgré les nombreuses perturbations et arrêt dus à d'autres obligations professionnelles (réunions, séminaires, cérémonies officielles ou religieuses etc. ).

En effet, le Gouverneur a adressé une correspondance accompagnée d'un questionnaire - tableaux à tous les chefs de service concernés. Malgré des retards répétés, nous avons pu obtenir l'essentiel des données pour l'année 2003 ; la publication a été faite en novembre 2004.

La collecte de données pour 2004 est en préparation avec l'envoi de correspondances signées du Gouverneur à tous les chefs de service, administrateurs de collectivités locales, agences et autres responsables de structures détentrices d'informations statistiques devant alimenter la « Situation Economique Régionale 2004 ».

### II – 2 – Vulgarisation du DSRP

Le Service régional a été l'objet de plusieurs sollicitations, dans le cadre du DSRP. C'est ainsi que plusieurs séminaires, et ateliers ont été organisés par diverses organisations de la société civile, d'opérateurs économiques etc. et animés par le service régional, dans l'esprit de faire connaître le document et sa vulgarisation.

A cette occasion, le service a travaillé avec les mouvements de femmes, de jeunes, des handicapés, la société civile, d'opérateurs économiques, de mouvements diocésain etc.

### **III – Autres activités**

La région de Thiès dispose d'un plan régional de développement intégré ( PRDI ), depuis l'année 2000 ; ce plan 2000 -2004, a fait l'objet d'une mise à jour systématique en 2004 ; à cet effet, nos Services ont été, avec d'autres structures techniques, les principaux pourvoyeurs de données statistiques, et la pièce maîtresse dans l'analyse du document.

Les plans régionaux de lutte contre le Sida, d'Aménagement du territoire ont occupé nos services avec autant d'intensité et de sérieux.

La Commune de Thiès, pour élaborer son plan d'urbanisme, a commis un cabinet pour une enquête socio économique dont l'exécution était pour l'essentiel confiée à nos Services. Il faut ajouter à cela les nombreuses sollicitations de cabinets privés, de l'administration locale et autres.

### **IV – Perspectives**

En avril 2004, il était prévu une édition spéciale de données statistiques sur la région de Thiès, à l'occasion de la fête de l'indépendance, en collaboration avec d'autres services techniques régionaux, mais du fait de perturbations de dernière minute, liée au transfert à Dakar des festivités du 04 avril, le travail n'a pu être achevé. Le même projet est remis pour avril 2005, pour la publication de ce document.

Nous avons entamé la collecte de données statistiques pour le compte de la Situation Economique Régionale dont la publication est prévue en juillet – août 2005

Nous avons un projet de publications de statistiques du tourisme et de la pêche, avant la fin de l'année 2005.

Les derniers réglages sont en train de s'opérer avec les services de l'état civil des Municipalités de Thiès, Pout, Khombole, Kayar, Mbour, Joal, Thiadiaye, Nguékokh, Méckhé, Mboro Tivaouane. Il est prévue, dans ces Communes sus mentionnées, une exploitation des registres d'état civil et la publication de statistiques en la matière, avec leur appui matériel, financier et technique. Les résultats devraient être disponibles en novembre – décembre 2005.

# ZIGUINCHOR

Depuis le début de l'année, le Service s'est engagé à poursuivre les actions entreprises antérieurement notamment à consolider et à élargir les acquis et à mettre en œuvre d'autres initiatives dans la dynamique de la relance des activités socio-économiques dans la région de ziguinchor.

Les principales activités du service ont tourné autour des points suivants :

- ❖ La confection de la situation économique et sociale régionale et la mise à jour de la base de données régionales ;
- ❖ Appui aux programmes et agences de développement mis en place pour accompagner le processus de paix et lutter contre la pauvreté ;

Pour mener à bien ces activités, le service a bénéficié de l'appui des autorités administratives et locales et de la collaboration de nos partenaires des Services déconcentrés de l'Etat.

A cela, il faut ajouter le renforcement des capacités d'intervention du Service par la mise à notre disposition de logistique.

Au terme de cette année 2004 exceptionnelle par la multiplicité d'initiatives heureuses, multiformes et multisectorielles en faveur de la paix et pour la relance tant attendue de l'économie de la région, le présent rapport a été établi pour faire le bilan des activités avant d'ouvrir les perspectives visées du service.

## **I – Les moyens du service**

### **I – 1 – Moyens Humains :**

Le personnel du Service régional se compose de deux (2 ) agents permanents et au titre de l'année 2004, nous avons bénéficié d'un « personnel d'appui » composé de deux autres agents contractuels.

### **I – 2 – Moyens Matériels**

#### **I – 2 – 1 – Les Locaux :**

Le Service est logé dans une maison conventionnée dont l'étanchéité est préoccupante pendant la saison des pluies. Nous souhaiterions sa réfection.

### I – 2 – 2 – Le mobilier de bureau et la logistique :

Il faut noter une grande amélioration dans ce domaine. En effet, en début d'année, précisément entre février et mars 2004, le Service a été doté de moyens logistiques (mobilier, véhicule) conséquents.

Les matières en usage se présentent comme suite:

N° NOMENCLATURE	DÉSIGNATION	QUANTITÉ	OBSERVATIONS
10-06-01	Fauteuil tournant	2	
10-06-02	Chaises "visiteurs"	10	
10-02-04	Armoires métalliques à deux battants	2	
10-03-02	Colonnes métalliques de rangement à 5 clapets	2	
10-01-02	Table secrétariat	1	
10-01-01	Table bureau(ministre)	3	
10-05-01	Bibliothèque en bois (étagères)	3	
10-09-01	Ordinateur	2	
10-17-01	Véhicule : marque pajero ; modèle « Mutsibishi »	1	

Il reste à pourvoir le Service en computer portable et moyens suffisants d'entretien et de maintenance du véhicule.

### I – 2 – Situation des crédits

De manière générale, les crédits délégués pour le fonctionnement du Service sont insuffisants. D'une part, les montants alloués sont faibles pour faire face aux charges récurrentes, d'autre part certains biens et services non des moins importants (abonnement aux journaux, entretien et maintenance de logistiques fixes ...) ne nous sont pas accessibles.

#### situation des crédits alloués(en F (CFA)).

Rubriques	Crédits délégués	Montant engagé	Disponible
Consommables informatiques	500 000	499 730	270
Fournitures de bureau	1000 000	998 991	1009
Carburant	500 000	499 964	36
Entretien véhicule	1000 000	999 000	1000
Abonnement	100 000	100 000	0
<b>Total</b>	<b>3100 00</b>	<b>3 097 685</b>	<b>2 315</b>

## **II – Bilan des activités**

Beaucoup d'activités ont émaillé l'année 2004. Ziguinchor étant devenue un des points focaux les plus importants des pouvoirs publics pour la relance des activités économiques et sociales dans la région après plus de deux décennies de crise sociale.

Les différentes activités se rapportent essentiellement aux domaines suivants:

### **II – 1 – Situation économique**

L'édition 2003 de la Situation Economique et Sociale régionale est publiée au cours de l'année 2004. Dans cette édition, nous avons pu présenter la situation d'un certain nombre de secteurs de la vie économique et sociale de la région. L'objectif du service est d'arriver à faire la situation statistique de l'ensemble des secteurs de la région malgré toutes les difficultés liées à l'accès à certaines données.

Pour palier à ces difficultés, nous continuerons de solliciter l'appui de la Gouvernance, mais surtout de sensibiliser davantage les responsables des différentes structures évoluant dans la région.

La situation économique 2003 a vu l'éventail des secteurs augmenter même si nous devons approfondir et encore diversifier les données.

### **II – 2 – Autres activités**

Le service a effectué une tournée dans la région pour sonder le mouvement de retour des réfugiés dans les villages abandonnés de la région suite à la crise sociale. Un rapport a été déposé à la DPS avec des propositions pour recenser ces populations qui étaient hors du territoire national pendant le RGPH3. Depuis lors, nous attendons toujours les réactions de la DPS allant dans ce sens. Cet aspect est important pour les actions de planification dans la région.

Durant l'année 2004, en plus des activités signalées plus haut, le Service a participé à plusieurs autres activités intéressant la région.

Le Service a participé à tous les travaux des comités dont il est membre ou convié.

## **III – Difficultés :**

Les principales difficultés notées dans l'exécution de nos tâches sont dans l'essentiel la non disponibilité des données statistiques dans des délais raisonnables auprès des différentes structures et le manque de matériel de reliure et de photocopie. Le manque de fax est aussi une difficulté pour notre Service. Les imprimantes que nous disposons sont amorties et méritent d'être renouvelées.

## IV – Perspectives

- Les priorités du Service régional de la Prévision et de la statistique de Ziguinchor demeurent la Situation Economique et Sociale régionale. Comme d'habitude tous les secteurs de développement de la région seront sollicités.
- Tous ceux qui pourront aider à accélérer la collecte seront mis à contribution et toutes les occasions seront saisies pour sensibiliser tous les acteurs de la vie économique et sociale de la région.
- Pour des publications adaptées à la région, nous solliciterons le moment venu les fichiers des enquêtes.
- Poursuivre le travail de réalisation des dossiers de projets du P.O.R. ;
- Participer aux instances de coordination (CRD, DSRP...).

## IV – Conclusion :

Les activités du Service régional restent dominées, pour l'année 2005 par :

- La situation économique régionale édition 2004
- La mise en œuvre du **DSRP**.

# *Annexe*

## **PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE**

**Vous vous intéressez aux questions économiques et sociales ?**

**Voici nos ouvrages de référence.**

La Direction de la Prévision et de la Statistique publie régulièrement un certain nombre de périodiques renfermant des informations d'ordre démographique, économique et social :

### **LISTE DES DOCUMENTS PUBLIES PAR LA DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE**

TITRES	SUPPORT	PERIODICITE	PRIX DE VENTE	
			Sénégal	Autres Pays*
<b>PUBLICATIONS REGULIERES</b>				
Situation Economique du Sénégal	Papier	Annuelle	15 000	20 000
Note d'Analyse du Commerce Extérieur	//	Annuelle	5 000	7 000
Note d'Analyse du Commerce extérieur 2000-2001	//	Spéciale	8 000	11 000
Bulletin des statistiques du Commerce Extérieur	//	Trimestrielle	4 000	6 000
Comptes Nationaux révisés du Sénégal (1996-2001) (3 tomes)	CD / Papier	Spéciale	10 000	15 000
Bulletin Trimestriel de Statistiques	Papier	Trimestrielle	5 000	7 000
Indice de la Production Industrielle	//	Trimestrielle	2 000	4 000
Note de Conjoncture	//	Trimestrielle	3 000	5 000
Banques de Données Economiques et Financières	//	Annuelle	10 000	15 000
Tableau de Bord de l'Economie Sénégalaise	//	Bimensuelle	2 000	4 000
Indice Harmonisé des Prix à la Consommation	//	Mensuelle	2 000	3 000
Tirage par extraction données du Commerce ext.	//	A la demande	1 000	2 000
Tirage par produit et par an de l'indice des prix	//	A la demande	100	200
Tableaux Entrées- Sorties	//	Variable	10 000	15 000
Les ressources et emplois du PIB (1991-2001)	Papier	Annuelle	Gratuit	Gratuit
Situation Economique et Financière et perspectives	//	Annuelle	Gratuit	Gratuit

TITRES	SUPPORT	PERIODICITE	PRIX DE VENTE	
			Sénégal	Autres Pays*
<b>PUBLICATIONS: RGPH/88</b>				
Projections de population (struct. Age et Sexe )	Papier	Variable	4 000	6 000
Répertoire des villages par région (10)	Papier	Variable	3 000	5 000
Rapport National (résultats définitifs)	Papier	Variable	4 000	6 000
Rapport d'Analyse par Région	Papier	Variable	4 000	6 000
<b>AUTRES PUBLICATIONS DE LA DPS</b>				
Enquête Sénégalaise auprès des Ménages (ESAM) 1997	Papier	Variable	10 000	15 000
Tableau de Bord de la Situation Sociale	//.	Variable	15 000	20 000
Enquête sur les Priorités: dimensions sociales de l'ajustement 1992	//	Variable	5 000	7 000
Enquête Démographique et Santé EDS III (1997 )	//	Variable	15 000	20 000
Enquête sur la Planification Familiale en milieu urbain (1990)	//	Variable	5 000	7 000
Banque de Données des Indicateurs Sociaux (BADIS)	//	Variable	15 000	20 000
Tableau de Bord de l'Economie Sociale	//	Variable	15 000	20 000
Enquête Emploi Sous Emploi et Chômage (Dakar)	//	Variable	5 000	7 000
Situation Economique Régionale	//	Annuelle	10 000	15 000
Enquête sur les Dépenses des Ménages de la Capitale (EDMC) 1996	//	Variable	5000	7000
Document de Stratégie de Réduction de la pauvreté	//	Variable	2 500	3 000
Analyse de la pauvreté à Dakar (1991-1997)	//			
Répertoire National des entreprises	CD / Papier	Variable	50 000	60 000
Etude de l'activité Transports Routiers au Sénégal	Papier	Variable	5 000	10 000
Etude sur l'activité des Bâtiments	//	Variable	5 000	10 000
La Pauvreté au Sénégal : de la dévaluation de 1994 à 2001-2002	//		2 500	2 500
Exploitation des statistiques d'état civil en 2001	Papier	Variable	2 500	2 500

\* Prix Unitaire + Frais d'Acheminement